

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F80.

Algérie 1,60 dinar. Belgique 18 FB. Grèce 22 DR. Hollande 1 florin. Italie 350 L. Luxembourg 15 FL. Maroc 2,10 dirams. Portugal 15 escudos. Suisse 2 25 FS

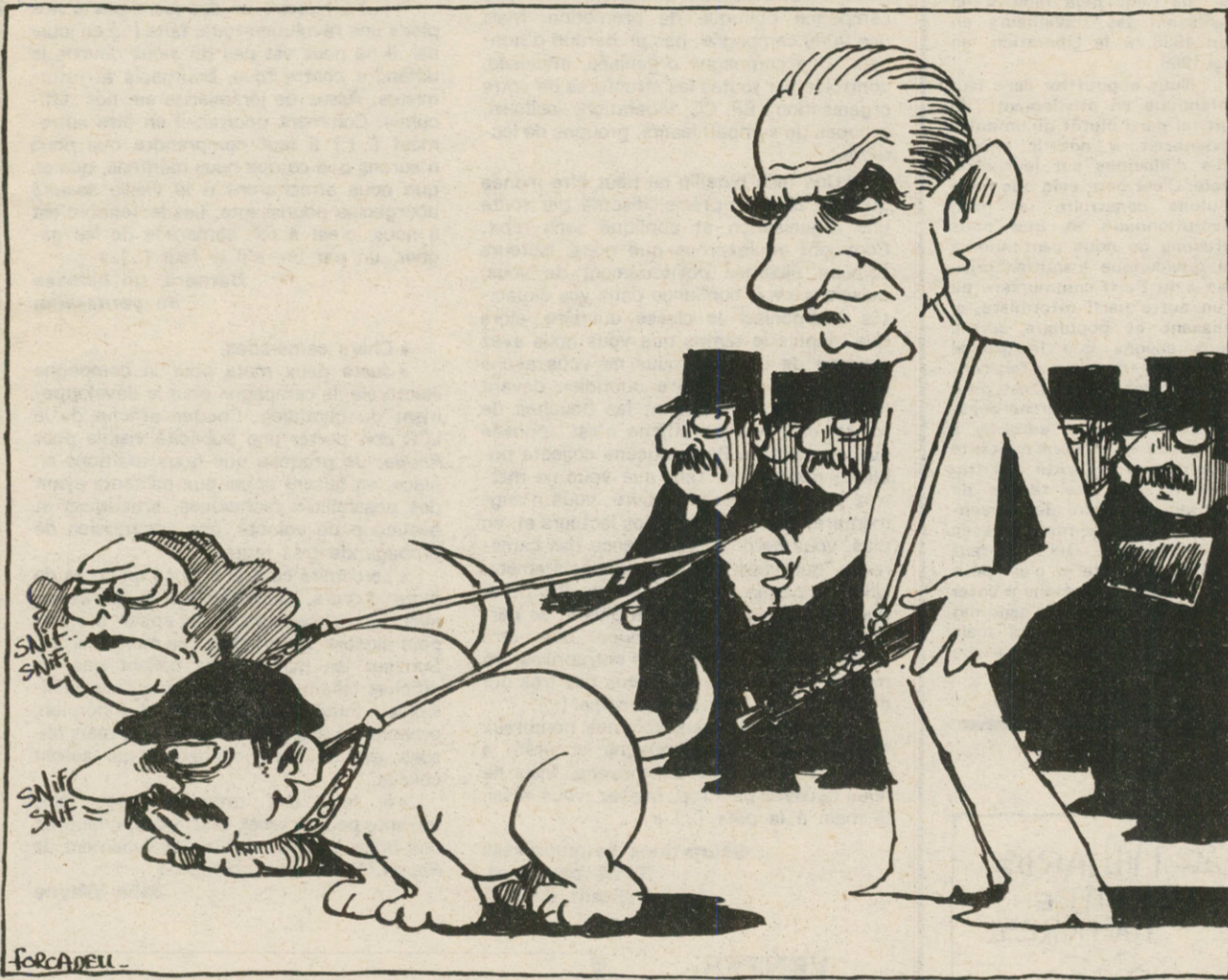
LES SUICIDES DU CHOMAGE

● *Après un chômeur du Val-de-Marne lundi, un ouvrier de Charleville licencié met fin à ses jours hier.*

Ces nouvelles tombent, sèches et expéditives. Ces nouvelles tombent et se suivent. Hier, nous apprenions qu'un chômeur de 49 ans s'était donné la mort par le feu dans un immeuble de Nogent-sur-Marne. Aujourd'hui, nous apprenons que Marcel Gely s'est tiré une balle de carabine en plein cœur après avoir reçu une lettre de licenciement...
Receveur de pièce dans les fonderies Cochaux près de

Charleville Mézières, Marcel Gilly était père de deux enfants. Son licenciement est dû à « des causes économiques »... 108 de ses camarades sont dans son cas.

Qu'ajouter ? Ces deux suicides en deux jours sont déjà dans leur brutalité le plus fort des réquisitoires. On meurt en France du chômage. Et c'est d'abord pour ça qu'il faut en finir, et vite !



Après l'enlèvement du baron Empain Comme un air de répétition générale

Hier matin, l'éditorialiste du *Figaro* faisait tomber le couperet au bas de sa colonne.

« Les ravisseurs du baron Empain et Yves Maupetit n'ont peut-être aucun point commun, écrivait-il, nous proposons de leur en trouver un : la guillotine. » Le même jour, *France-Soir*, qui appartient au même propriétaire-directeur politique, Hersant, l'homme qui peut faire élire quarante députés chiraquiens, sortait les gros titres pour mobiliser l'opinion publique contre les « terroristes », auteurs supposés du rapt. Au même moment, Peyrefitte tenait consciencieusement le

troisième rôle en appelant les Français à la délation dans l'intérêt de la société libérale.

Personne ne sait encore de quelle sorte de rapt il s'agit. Un nouveau message envoyé à l'AFP hier soir réclame quinze millions de francs au lieu des dix précédemment cités. Pas plus que les autres, il n'indique qui détient le baron Empain.

Détail de peu d'importance en regard de l'opération politique qui se déroule sous nos yeux. L'occasion est opportunément saisie à un mois et demi d'une échéance électorale incertaine de tenter de provoquer un consensus national contre une violence

qu'on désigne comme politique, c'est le rôle tenu par *France-Soir*, afin de la criminaliser, c'est le rôle tenu par le *Figaro*. Ainsi veut-on accepter l'idée d'un contrôle policier accru, l'idée même d'un autocontrôle de la population appelée à dénoncer les suspects. La société démocratique serait en péril, Peyrefitte et le CNPF l'affirment, et nous n'aurions d'autre choix que de serrer les coudes derrière eux.

Le piège est vicieux et d'une efficacité redoutable. Au point qu'on se prend à soupçonner d'intentions cachées ce gouvernement « au-dessus de tout soupçon » qui

profite si bien du crime. Intelligence politique, certes, mais qu'on ne nous fasse pas croire alors qu'il s'agit de la sécurité de tous les Français, de la violence quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne.

Hier encore, un chômeur s'est suicidé par le feu, le deuxième en deux jours. Qui met dans ce cas en péril la sécurité, qui exerce une violence ?

Ces flics, ces contrôles, cette intoxication paranoïaque de la population ont comme un air de répétition générale. La droite joue cette musique chaque fois qu'elle est en péril. Ça ne marche plus.

David Freiman

N° 560

JEUDI 26 JANVIER 1978

Silence mondial

Etats-majors et gouvernements respirent : le satellite-espion soviétique Cosmos 954, porteur d'une charge nucléaire, est entré dans l'atmosphère au-dessus du Nord-Ouest canadien, dans une zone quasi désertique.

Reste à espérer qu'il s'est bien totalement désintégré. Mais allez chercher, dans la neige. Quelques pluies radioactives sont à craindre : brouillies ! Mais là n'est pas le plus important.

L'important, c'est que d'importants « porte-parole », ambassadeurs ou conseillers techniques déclarent froidement qu'ils étaient au courant : les Etats-Unis avaient vu que le satellite était en difficulté dès le début décembre. Ils n'ont pourtant prévenu Moscou que le 12 janvier. Ils ne s'attendaient pas à ce qu'il rentre si vite dans l'atmosphère.

Au prix de quels risques ce silence ? Autre explication : « Nous espérons que Moscou nous prévienne de lui-même. » La diplomatie secrète, la coexistence pacifique à coup de satellites-espions, à quel prix ?

Mais ce n'est pas tout : Washington avait prévenu en secret le Japon, le Danemark, la Suisse, l'Allemagne, l'Italie. En RFA, on avait secrètement réuni le grand état-major de crise. En Italie, une alerte atomique secrète a duré trois jours : les commandements des forces de l'ordre ont été mobilisés, deux salles d'opération ont été installées. Les gouvernements suisse et ouest-allemand se sont rencontrés secrètement parce qu'ils craignaient que le satellite ne tombe au large de l'Espagne. Seul le gouvernement canadien n'était pas prévenu !

Le *New York Times* nous rassure : déjà deux autres accidents du même type ont eu lieu : un satellite alimenté par du plutonium a « raté » sa mise sur orbite en avril 1964. Pendant la mission Apollo 13 un module équipé d'un générateur au plutonium s'est abîmé dans le Pacifique. Sans compter ceux qu'on nous cache. Vous voyez que l'affaire du Cosmos 954 n'est vraiment pas grave !

M.V.

Balade d'un premier secrétaire à Marseille

● François Mitterrand était mardi en tournée à Marseille. Il a inauguré une statue de Léon Blum et la campagne de Gaston Defferre. Dans un meeting, il a proposé un pacte de gouvernement à ses partenaires. Hier, les radicaux de gauche trouvaient l'idée excellente. Un tel pacte permettrait d'ouvrir à droite la majorité gagnée en mars. Le PCF, qui n'a pas encore évoqué cette proposition, se désiste dans le Val-d'Oise en faveur d'un gaulliste baptisé, pour la circonstance, « de progrès ».

Lire page 5

Cinq ans de prison ferme pour trois viols

● C'est à la suite d'un procès public qui s'est déroulé au Mans qu'André Pasquier, 28 ans, camionneur, marié et père de deux enfants, a été condamné à cinq ans de prison ferme. Le procureur avait réclamé sept ans contre ce violeur bien ordinaire.

Lire page 3

L'assassinat du militant basque « Pertur » enfin éclairci ?

● Le 23 juillet 1976, un des principaux et des plus prestigieux militants d'ETA, connu en Euskadi sous le nom de « Pertur », disparaissait en France. Plusieurs groupuscules d'extrême droite espagnols revendiquaient son exécution. C'était l'époque où les polices espagnoles menaient des raids punitifs ou d'intimidation jusque dans le Pays basque français, avec une certaine impunité. A la suite de sa disparition et de son assassinat, le nom de « Pertur » a été crié dans d'innombrables manifestations en Euskadi, et la revendication de châtiement des responsables de sa mort est toujours valable. Depuis samedi dernier, l'Euskadi, frappé de stupeur, commente les accusations portées par sa famille qui a mené une enquête depuis un an et demi.

Lire page 9

Demain à vos postes sur FR3

● Dans le cadre des « Tribunes libres » de la télévision sur FR3, la Ligue communiste révolutionnaire s'exprimera demain soir, vendredi, à 19 h 40. A quelques semaines des élections législatives, où la LCR présente des candidats dans le cadre de l'accord « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », c'est une excellente occasion pour prendre connaissance du programme de la LCR, et d'en débattre.

Renforcer le PC

« Je m'en veux de n'avoir pas osé prendre la parole hier au soir à la rencontre avec Alain Krivine. (Je crois que c'est surtout la présence de mon mari qui m'a gênée : prendre la parole moi qui suis peu et mal politisée, bien qu'abonnée à « Rouge » depuis un an, pour contester quelqu'un qui sait et qui affirme...)

« Mais je voudrais votre avis quand même. Mon point de vue est celui d'une femme qui a dépassé le demi-siècle. Ca compte.

« J'ai fait de la résistance. Il y a eu là-dedans du bon et du moins bon ; du pur et du moins pur ; des gens qui ont accédé à des responsabilités, des honneurs dans le monde clandestin, et la masse des anonymes grâce à qui le boulot se faisait ; il y a sûrement des gens qui se sont faits du fric. Malgré tout et grâce à une masse d'efforts invisibles comme à des efforts plus voyants, plus gratifiants, on a abouti.

« Quelques années après, j'ai repris le combat clandestin dans la lutte menée par le Planning familial : encore là, il y a eu de tout ; des médecins ont pu se faire une clientèle et du fric, à côté d'autres obscurs qui luttaient opiniâtrement. Malgré tout, on a abouti (même s'il y a encore beaucoup à faire). De là est sorti le MLAC, les campagnes pour l'avortement se passent dans d'autres conditions, puis des groupes femmes et ça continue.

« Malgré tout ce qu'il a pu y avoir d'insatisfaisant, je pense qu'il y a une dynamique ; il y a des retombées, d'autres repartent et ça continue. A la lumière de ces expériences que j'ai vécues, j'aborde les législatives de la façon suivante, après une période de dépression et de découragement consécutive à la rupture de la gauche :

« D'abord, tout ce qui est de la droite, des conservateurs, des exploitants, de ceux qui ont l'esprit bourgeois, savent en France quel est leur ennemi actuellement, le seul qu'il redoutent : les communistes. Ils ne s'y trompent pas.

« Il ne paraît que si l'on est

contre tout ceux que je viens d'énumérer et que l'on souhaite être efficace en ce qui concerne cette échéance des législatives, on ne peut que renforcer le PC. Aussi insatisfaisant soit-il (et il l'est dans l'immédiat et sans doute dans le futur). Mais l'échéance passée, ne pensez-vous pas que la dynamique que j'évoquais, à nouveau, pourra jouer à plein ? Je ne sous-estime pas la lourdeur de l'appareil. Mais ne sous-estimez-vous pas la capacité de la masse des travailleurs du PC de réfléchir, de s'exprimer, d'impulser de nouvelles luttes et de nouvelles actions ? Il me semble que vous faites bon marché de tout ce potentiel, voir que vous méprisez (quoique le mot soit faux) la volonté de lutte et de changement de cette masse d'hommes et de femmes. Première chose.

« Deuxième chose : vous faites un amalgame entre PS et PC. Je ne suis pas d'accord, même si le PC et tout et tout... Giscard lui sait bien que ce n'est pas la même chose.

« Je suis d'accord avec Marchais qui dit à quoi bon l'objectif si on n'a pas les moyens de la réalisation ?

« Je serais d'accord qu'il reconnaisse ouvertement qu'il a besoin de 25 % des voix pour s'imposer dans un éventuel gouvernement de gauche. Je n'ai aucune confiance dans les responsables du PS (le Portugal n'est pas loin...) et l'appartenance de classe des membres du PS, aussi sympathiques soient-ils, n'offre aucune garantie.

« Au PC, c'est quand même radicalement différent. Aussi, au lieu que les révolutionnaires aient leur candidats, que les écolos de tout genre aient les leurs, etc. je me demande s'il n'aurait pas été plus efficace que tous appuient le PC tout de suite, au départ, et que le PC gouverne avec le PS mais au moins à égalité de députés.

« Quitte bien sûr ensuite à chacun de continuer à défendre sa ligne et « Rouge » sera un outil indispensable entre autres.

« Krivine le disait hier soir : des occasion comme celles-là sont rares pour la gauche ; et je pensais que vous étiez jeunes, peut-être pensez-vous que vous avez le temps.

« Pour nous qui, quoi qu'encre verte, descendons la pente, nous qui avons lutté, espéré, avons été déçus, mais continuons quand même, cette échéance est peut-être plus cruciale. Alors, cette occasion va-t-elle être manquée ?

« Alors dites-moi où je me gourre, là en début 1978, de penser efficace d'appuyer le PC, sans rêver, lucidement, en me disant « ce n'est qu'un début, le combat continu...era » ! Et pourquoi vous et tous ceux qui veulent un changement radical même s'il ne peut-être immédiat, ne prenez pas cette position ?

« Quand on pense que 3 ou 4 % des voix, ça aiderait quand même bien... Merci de m'avoir lue. Merci éventuellement de me répondre. Soyez indulgents !

« Une vieille dame bourgeoise, et judéo-chrétienne qui a compris des choses et en tout cas lutte avec tous ceux qui veulent un autre monde. N.G.

Nous avons, comme toi, confiance dans la solidarité des travailleurs, dans leur combativité, dans leur volonté d'en finir avec ce régime d'austérité et d'exploitation. Mais nous savons que ni la direction du PS ni celle du PC ne mèneront les masses à un réel changement de la société, au socialisme. Ils l'ont déjà montré en trahissant les travailleurs en juin 1936, à la Libération, en mai 1968.

Nous engouffrer dans leur polémique en privilégiant de fait tel parti plutôt qu'un autre reviendrait à nourrir encore plus d'illusions sur leur stratégie. C'est pour cela que nous voulons construire un parti révolutionnaire et que nous refusons de nous cantonner à un quelconque « soutien critique » du Parti communiste ou d'un autre parti réformiste, si puissant et populaire soit-il. Nous savons que la grande masse des travailleurs fait confiance à ces partis. C'est pour cela que notre démarche constante est de nous adresser à ces partis et à leurs militants pour œuvrer à l'unité des travailleurs pour les tâches de l'heure : satisfaire les revendications sans compromis avec la bourgeoisie. Oui ! Il faut chasser la droite et c'est pour cela que nous appelons à voter au second tour pour le candidat ouvrier le mieux placé mais nous ne leur signerons pas de chèque en blanc.

OBJECTIF 15000

Lecteurs, c'est à nous, c'est à toi de le gagner

Extraits du courrier sur la diffusion paru pendant la campagne de souscription de 1977

« Chers camarades, « Rouge est en danger, combien de fois n'avons-nous pas entendu ça ? Et pourtant, cette fois-ci, je suis persuadé que c'est grave, très grave même (...). Ce quotidien, j'en attendais beaucoup et j'attendais surtout une démonstration de sérieux et d'efficacité de la part de votre organisation (...). C'est la déception dure, amère et injuste. Injuste, oui ! Car on n'a pas le droit de créer des illusions auprès de milliers de travailleurs et laisser tomber ensuite par incapacité organisationnelle.

« Je ne veux pas être alarmiste mais j'ai la quasi-certitude que Rouge va mourir... à moins que... Mourir parce que mal défendu. Et ce ne sont pas les incantations souvent ridicules de la page « pour que Rouge vive » qui remplaceront une campagne « toutes griffes dehors ». Et il est clair, croyez mon expérience, que la presse ouvrière ne peut vivre et se développer que si des militants sont mobilisés vingt quatre heures sur vingt quatre pour la défendre, la faire connaître et la renflouer financièrement. Ce qui manque donc à votre organe quotidien, c'est une campagne politique de promotion. Mais une vraie campagne, pas un baroud d'honneur. Une campagne organisée, impulsée, contrôlée par toutes les structures de votre organisation : BP, CC, fédérations, cellules, groupes de sympathisants, groupes de lecteurs.

« Une telle bataille ne peut être menée qu'avec un plan précis, discuté par toute une organisation et appliqué sans répit. Comment voulez-vous que nous, lecteurs souvent éloignés politiquement de vous, puissions avoir confiance dans vos capacités à organiser la classe ouvrière, alors que, depuis le temps que vous nous avez réclamé de l'argent, nous ne vous avons jamais vu vendre votre quotidien devant les entreprises ni devant les bouches de métro, etc. Aucune affiche n'est apposée sur les murs de Paris, aucune collecte publique n'est faite. Tant que vous ne mettez pas tout cela en œuvre, vous n'augmenterez pas le nombre des lecteurs et, en plus, vous perdrez la confiance des camarades qui vous ont aidé financièrement. Une campagne, c'est ça et ça doit durer deux, six et douze mois ou plus et se perpétuer régulièrement. Rouge doit être vendu tous les jours sur les entreprises, les métros, ce n'est quand même pas très dur d'afficher une fois par semaine (...).

« Camarades, nous sommes nombreux à souhaiter cette campagne et prêts à vous aider par tous les moyens. Mais ne nous décevez pas trop, mettez, vous aussi, la main à la pâte (...). »

Salutations communistes
T. M. cheminot.
militant du PCF

« Rouge » du 14/10/1977

« Camarades, « (...) Bien sûr, je ne trouve pas Rouge assez vivant, ni assez politique. (...) Mais le fond du problème n'est pas là. J'ai l'impression que Rouge est abandonné par la LCR. Depuis un an, je n'ai vu ni affiches ni tracts sur Rouge ni ventes publiques du quotidien dans une ville comme Toulouse. (...) Que font vos militants ? Je sais bien qu'on ne milite plus comme au début des années 1970 mais il y a un minimum indispensable. Quand votre organisation comprendra-t-elle qu'une diffusion correcte de Rouge fera beaucoup plus pour faire connaître vos idées que des tas de tracts et de meetings ? Il est absolument indispensable que Rouge ne continue à vendre qu'à 10 000 exemplaires. Alors mobiliser les lecteurs pour la défense de Rouge, c'est bien, mais ce ne sera efficace que lorsque vous aurez mobilisé dans le même sens votre organisation. »

X.

« Rouge » des 15-16/10/1977

« (...) L'histoire ne déposera pas à nos pieds une révolution toute faite (...) ce journal, il ne nous est pas dû, nous devons le défendre contre tous, bourgeois et réformistes. Assez de jérémiades sur nos difficultés. Comment pourrait-il en être autrement (...) ? Il faut comprendre que nous n'aurons que ce que nous méritons, que ce que nous arracherons à la vieille société bourgeoise pourrissante. Les lecteurs, c'est à nous, c'est à toi, camarade de les gagner, un par un, s'il le faut (...). »

Bernard, un bidasse en permission

« Chers camarades, « Juste deux mots pour la campagne électorale, la campagne pour le développement du quotidien. Chaque affiche de la LCR doit porter une publicité visible pour Rouge. Je propose que nous mettions en place, en faisant appel aux militants ayant des possibilités techniques, artistiques et beaucoup de volonté, une commission de propagande très large.

« Le comité central a lancé un corps de mots d'ordre. Diffusions-les dans Rouge, avec un « concours » ou appel d'offres pour illustrer sur affiches ces mots d'ordre. Souvent les militants ne collent pas les affiches tellement elles sont merdiques, illisibles. Inutile de gâcher du pogon, prenons un peu plus notre temps, mais faisons des affiches chouettes qui seront collées.

« Il faut une première page plus voyante pour le week-end. Voilà, il faudrait une boîte à idées pour le développement de Rouge. Salut. Bon courage. »

John Wayne

PAS DE PANIQUE...



VENTES PARIS-SURFACE

Lundi : 2870
Mardi : 2676

Abonnez-vous dès aujourd'hui

NOM
PRENOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
Tarif	
3 mois	6 mois 1 an
110 F	200 F 400 F
	Normal
	Collectivités
	140 F 275 F
	Etranger
180 F	325 F 625 F

ABONNEMENTS LEGISLATIVES

Profitez de la pagination sur seize pages pendant les mois de février et de mars ; utilisez « Rouge » pendant la campagne des législatives : pour 100 F, abonnez quatre amis, collègues d'atelier ou de bureau, militants, pour quinze numéros.

Chèque à l'ordre de la SPN, mention abonnements sur l'enveloppe.

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Tél : 808.00.80 à 84.
Télex : PRENO A 211.628 F.
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46.722.
Imprimé par Rotographie à Montreuil ;
Ricobono (pour le Sud-Est) ;
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

Des dizaines de messages revendiquent l'enlèvement du baron

LE POUVOIR REVENDIQUE SA SECURITE

C'est un rapt « terroriste ». Les spécialistes du « terrorisme » sont des Allemands. Pour démontrer qu'il s'agit d'un rapt « terroriste », il suffit donc d'introduire quelque chose d'allemand dans l'affaire. Avantage de cette hypothèse sur celle du rapt de professionnels : elle permet de canaliser dans le bon sens une indignation soigneusement suscitée.

Il fallait un journal complaisant pour se prêter à cette opération de manipulation des consciences, *France-Soir* n'a laissé à personne le déshonneur d'être ce journal. Fort de ses 2 ou 3 millions de lecteurs, il titre hier : « Un des ravisseurs parlait allemand. » Comme il s'adresse à un public populaire, il prend soin de préciser qu'il s'agit-là d'un indice très important qui renforcerait la thèse du rapt « terroriste ». Seuls ceux qui lisent en détail les articles se rendront compte qu'en fait d'indice important, c'est du vent, que cela repose sur un témoignage plus qu'incertain du chauffeur du baron Empain, M. Jean Denis, 62 ans : « J'ai été rejeté sur le trottoir. Ils m'ont traîné par les épaules sur une quinzaine de mètres, puis ils m'ont projeté dans l'estafette où ils m'ont bâillonné, bandé les yeux, mis des menottes après m'avoir ôté mes lunettes et fait agenouiller. Quant à dire à quoi ils ressemblaient, c'est difficile : ils portaient des cagoules. J'ai cependant l'impression qu'ils avaient 40 ans... Je ne me souviens pas d'un accent quelconque, sauf peut-être celui qui donnait les ordres : il ne semble que c'était un Allemand. » Il ne se souvient pas, sauf peut-être. Etant donné le conditionnement depuis l'affaire Croissant, l'étonnant aurait été que ne se souvenant pas, sauf peut-être, il ait cité un accent arabe ou slave. Pour le premier, on aurait eu plus de chance au temps de la guerre d'Algérie, et pour le second, au temps de la guerre froide. Avec le même témoignage et les méthodes « d'information » de *France-Soir*, on pourrait titrer : « L'un des ravisseurs avait 40 ans » et en conclure qu'il s'agit d'un rapt de professionnels sans objectif politique.

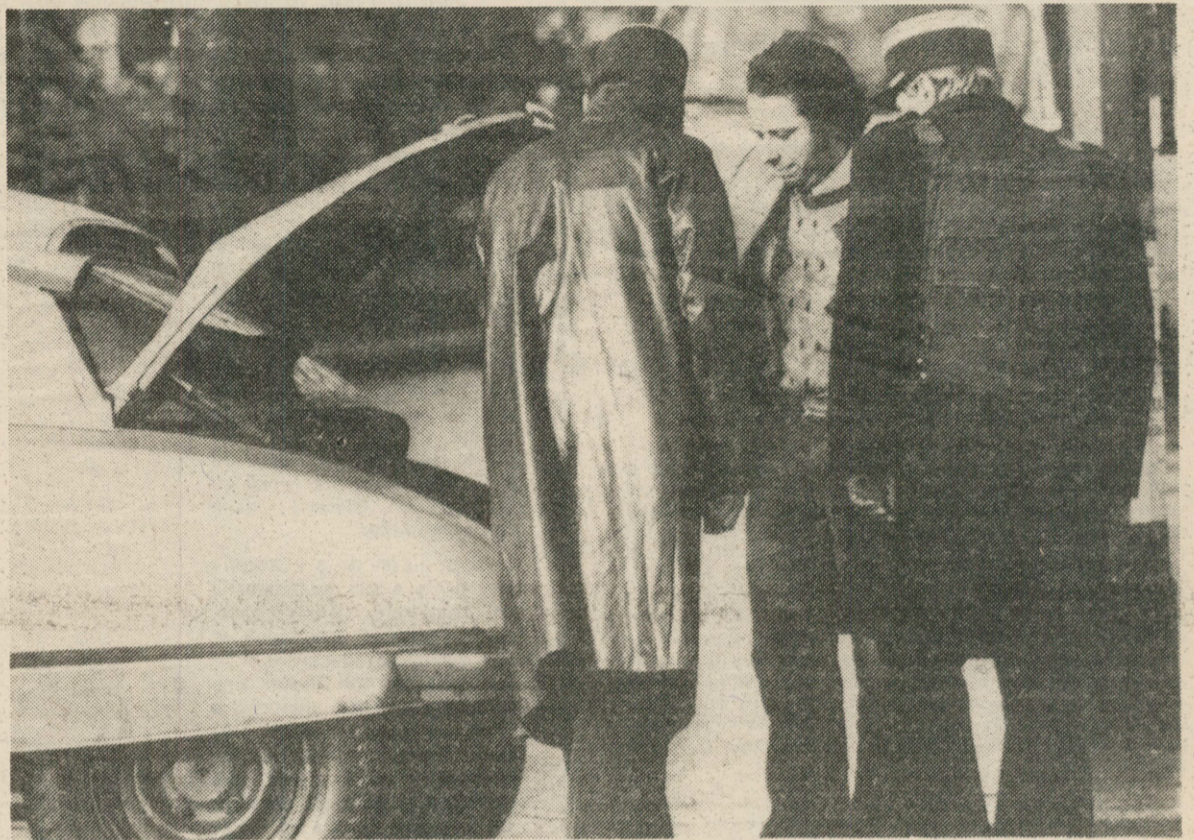
Le porte-parole du ministère de l'Intérieur a confirmé hier matin que le chauffeur du baron avait évoqué un accent allemand, mais *France-Soir* faisant le sale boulot, il a pu se permettre de préciser que cela ne permet pas cependant « aux enquêteurs à l'heure qu'il est de retenir une hypothèse plus qu'une autre ». Le dispositif policier est maintenu à Paris, dans la région parisienne et en province où les contrôles ont permis de faire accepter à plus de 240 000 personnes en moins de 24 heures d'être les otages de la sécurité d'Etat. Aucun des nombreux messages reçus par la police n'émane avec certitude des ravisseurs disent les enquêteurs. Là encore, ils sont dans le brouillard. Peyrefitte profite de cette période d'incertitude, propice à l'angoisse et par conséquent à un appel à l'ordre, pour renouveler ses appels à la délation. Cette fois, c'était depuis le perron de l'Elysée : « Il faut la délation pour les criminels (...) il suffit de téléphoner à la gendarmerie ou à la police, ce n'est pas difficile. »

Le bruit a couru qu'un décret avait été signé, autorisant la fouille des véhicules, sans doute au vu des pratiques des policiers ces derniers jours. Ce n'est qu'un bruit, la fouille des véhicules que le Parlement a refusé de légaliser est toujours illégale sauf dans le cadre d'une procédure de flagrant délit conduite par un officier de police judiciaire. La Fédération CGT de la police qui dénonce ces méthodes estime que les moyens mis en œuvre sont inefficaces, sauf s'il s'agit d'une préparation psychologique. A un mois et demi des élections législatives, vous n'y pensez pas !

David Freiman

Déclaration de l'avocat d'Harbulot

« Mon client n'a rien à voir avec l'enlèvement d'Empain ni avec les NAPAP », vient de déclarer M^e Roland Dumas, avocat de Christian Harbulot. Ce dernier, incarcéré après l'assassinat de Tramoni, avait déjà fait des déclarations allant dans ce sens. C'est pourquoi le soi-disant communiqué des NAPAP exigeant la libération d'Harbulot relevait du mauvais service rendu à ce dernier.



La loi qui permet la fouille des véhicules a été refusée par le Parlement. En conséquence, il faut une autorisation spéciale du parquet instituant une procédure de flagrant délit et que la fouille soit faite par un officier de police judiciaire.

Les déclarations de Peyrefitte LE REVE D'UN PEUPLE D'INDICATEURS

« C'est au nom du gouvernement, en tant que Premier ministre par intérim, que je m'exprime. « Un criminel a assassiné, la semaine dernière, trois victimes innocentes, a effectué une prise d'otages pour protéger sa retraite et n'est toujours pas retrouvé à l'heure où je parle. « Un homme a été enlevé hier. Des terroristes revendiquent cet enlèvement et menacent d'abattre cet homme, si on ne se plie pas à leur volonté. Quelles que soient la condition, les origines ou la profession des victimes, ces actes sont également révoltants. »

« Ce qui est en jeu, c'est le simple respect des lois républicaines et la sécurité des Français. Allons-nous nous résigner à ce que ces lois soient violées, à ce que cette sécurité soit bafouée par quelques poignées d'hommes qui n'ont d'autre aspiration que le crime ? »

« L'Etat fait et fera son devoir, en mettant tout en œuvre pour retrouver les coupables. Mais il n'y réussira qu'à deux conditions : la première, c'est que tous ceux qui ont une responsabilité dans la vie sociale, intellectuelle ou économique, ou dans les églises, ou dans les organisations syndicales, ou à la tête des partis politiques condamnent sans hésitation la pratique de la violence et du terrorisme. La seconde, c'est que la population soit vigilante et concourt de toutes ses forces à l'arrestation des coupables. »

« Seul, le refus unanime par le peuple français, et par ses porte-parole, de l'usage de la violence, quel que soit le prétexte dont elle se pare, peut faire échec à ce péril. Il y va du salut de la démocratie et des libertés en France. »

Le CNPF : « Dénonce et condamne... Indignation générale... Atteinte et défi à la démocratie... Indigne d'un pays civilisé... » (NDLR : il ne s'agit évidemment pas de l'utilisation de milices armées mais de l'enlèvement du baron noir dont traite le CNPF).

Le groupe tient le coup

L'enlèvement du P-DG n'a pas eu d'incidence sur les valeurs du groupe cotées à la Bourse de Paris. Creusot-Loire a perdu 2 F 25, à 49 F 25, mais il n'a fait qu'accuser un repli général des valeurs françaises qui ont cédé dans leur ensemble plus de 2 points de baisse en raison de la situation politique intérieure française.

Par ailleurs, les dirigeants du groupe Empain-Schneider démentent qu'ils aient signé un document dans lequel ils auraient accepté que l'entreprise ne verse pas de rançon en cas de rapt. Cette hypothèse est qualifiée de fantaisiste. En tout cas elle l'est devenue depuis que c'est le P-DG en personne qui a été enlevé.

femmes

Procès pour viol hier au Mans

« ELLE NE M'A PAS REFUSE, MEME SI ELLE A DIT NON »

Le procès pour viol de André Pasquier, camionneur de 28 ans, père de deux enfants, s'est finalement déroulé publiquement, malgré la demande de huis clos présenté par l'avocat général. Ce fut considéré comme une victoire par les 150 hommes et femmes présents dans la salle d'audience archicomble. Ils étaient venus pour soutenir Marie, Claire et Martine, violées à deux mois d'intervalle par Pasquier, alors qu'elles faisaient de l'autostop. Contrairement aux deux premières, Nicole, la troisième des victimes, ne s'est pas constituée partie civile. Elle s'est simplement présentée comme témoin ; elle ne veut pas « faire du type mis en cause un bouc émissaire ». A l'extérieur du palais de justice, la mobilisation est aussi importante. Toute la journée, ce sont environ 100 personnes qui étaient là avec chansons, sketches et slogans.

Le Mans, de notre envoyée spéciale.

A l'intérieur du tribunal par contre l'atmosphère est tendue : fouilles à l'entrée, détecteurs d'armes. Le public a évidemment été menacé d'évacuation, s'il y avait une quelconque manifestation.

De l'interrogatoire de l'accusé, il ressort tout de même que Pasquier, issu d'une famille divisée, a été placé très jeune dans différents foyers, qu'il a fait l'armée dans un stage de commando et a même été décoré par Massu, ce dont il semble fier ! En ce qui concerne les faits, il reconnaît qu'il a proposé aux trois femmes de faire l'amour, mais, selon lui, il ne les a pas

menacées. En ce qui concerne Nicole, il dira : « Elle ne m'a pas refusé, même si elle a dit non ! Elle s'est laissée faire. » Le président, lui-même, s'exclamera alors : « Vous ne pensez pas que non, c'est non ? » Pasquier répondra alors : « Elle n'avait pas de réaction, donc elle était d'accord quand même. » Chaque fois que sont évoquées les menaces qu'il a proférées, Pasquier ne sait que répéter « naïvement » : « Je lui ai d'abord proposé de faire l'amour, elle n'a pas voulu, j'ai insisté un petit peu (comment ? il ne sait plus) elle ne m'a pas résisté. » La logique de cet homme « plein d'attentions », au point de se retirer pour éjaculer, est claire : « Une femme qui se laisse aller n'est pas violée. »

Les psychiatres parlent à son égard de « sexualité primitive ». Sa femme, elle, dira qu'il peut être brutal dans les rapports et qu'il n'a pas toujours le souci du plaisir de sa partenaire.

Le climat changera quand Marie-Claire, OS sans argent au moment du viol, et Martine, étudiante à cette date, témoignent. Elles avaient l'habitude de faire du stop mais ont été surprises par l'attitude de Pasquier et leur peur panique au point de les paralyser devant les menaces : un couteau, une tringle, un lacet. « Ma seule manière de manifester mon refus », dira Marie-Claire, ce fut de rester tendue, contractée, au point qu'il ne put me pénétrer. »

C'est en enquêtant par elles-mêmes qu'elles ont retrouvé le violeur, elles avaient noté le numéro d'immatriculation du véhicule, ne feraient-elles pas confiance à la justice ?

L'après-midi sera consacrée à l'audition des témoins. Certaines venues témoigner, non sur les faits mais sur leur propre

expérience de femmes dans des situations comparables à celle des victimes, seront empêchées de poursuivre leur intervention. On considérera que c'est hors de propos, qu'il ne s'agit pas de faire de la philosophie. On rétorquera même à l'une d'elles : « Vous n'êtes pas là pour établir une doctrine sur la liberté sexuelle. »

Les deux avocates de la partie civile prennent ensuite la parole. La première s'attache à montrer le lien entre la lutte contre le viol et la lutte contre toutes les agressions que subissent aujourd'hui les femmes, la deuxième s'est, elle, attachée à répondre, point par point, aux accusations sous-jacentes qui apparaissent en filigrane dans les questions posées tant par l'avocat général, le président, que les avocats de la défense : « Un service tel que le stop impliquerait-il une offre sexuelle obligatoire ? », « Vous auriez pu sortir, vous auriez pu vous défendre. » A cela l'avocate répond en évoquant les menaces, mais aussi le fait qu'elles ont été paralysées, d'ailleurs une femme n'apprend pas à se battre, au contraire, elle apprend à être soumise !

L'attitude de Marie-Claire, Martine et Nicole ne sont-elles pas des réactions habituelles aux femmes ? Une fois encore on voit là qu'une femme ne vaut jamais par ce qu'elle dit mais par son corps, et « si le corps ne réagit pas, alors c'est qu'elle est consentante ». On voit aussi que dans notre société la seule femme violée crédible, c'est la vierge ou la femme mariée. Celle qui n'est ni l'une ni l'autre est à la disposition de tous. C'est une fois encore tout cela qui apparaissait hier dans ce procès.

Claire Bataille

Une journée comme les autres

● Campagne anti-Outspan : meeting ce soir

Contre l'apartheid en Afrique du Sud, les contrats nucléaires signés par la France qui donnent à ce pays les moyens de devenir la quatrième puissance atomique du monde, un meeting est organisé ce jeudi soir 26 janvier à la Mutualité 20 h 30, à l'appel du collectif anti-Outspan, de l'URP-CFDT, de très nombreux mouvements et organisations, dont la LCR.

● Les enseignants ne votent pas comme tout le monde

Un sondage effectué par la SOFRES fait apparaître que 70 % des enseignants (secteur public et privé) déclarent voter pour la gauche et pour l'extrême gauche, contre 15 %, pourcentage de l'ensemble de la population française. C'est essentiellement dans le secteur public que s'affirme cette orientation à gauche où les enseignants sont 79 % à se prononcer pour la gauche. 46 % des électeurs enseignants vont voter pour le Parti socialiste et plus de la moitié de ceux-là se déclarent plutôt favorables à un gouvernement sans communistes. Cependant 75 % des électeurs enseignants du secteur public reporteront leur voix sur un candidat communiste au second tour. Les écologistes ont 12 % de voix, proportion trois fois plus forte que pour l'ensemble de la population. L'extrême gauche conserve une forte influence de 9 %.

● Le Principal aux cuisines

Au CES Langevin-Wallon de Saint-Gratien dans le Val d'Oise, il y a trois agents en moins. Résultat : 7 000 m² à entretenir par trois personnes ! Malgré pétitions, motions et réclamations du conseil d'établissement en décembre, académie et rectorat ne réagissent pas. Début janvier, les trois agents restants tombent malades. Le Principal et le sous-directeur servent pendant huit jours à la cantine ! Aucun entretien dans les classes jusqu'au 23 janvier. Devant cette aggravation des conditions d'hygiène et de travail, l'ensemble du personnel (agents, surveillants, enseignants) déposent un préavis de grève reconductible à partir du 26 janvier. Il compte envoyer des délégations au rectorat et au ministère, organiser la popularisation et la solidarité financière. Toutes les associations de parents d'élèves soutiennent.

● Altercations à Nanterre

« Le 25-1-1978 à la faculté de Nanterre, jour des élections universitaires, alors que le MAS et l'UNEF-unité syndicale diffusaient un tract commun contre la participation, une dizaine d'étudiants (dont certains se réclamèrent de « l'autonomie »), après avoir saccagé les urnes, s'attaquèrent aux panneaux de la LCR et de l'OCI qu'ils couvrent de bombes dont notamment une croix gammée. Dans l'unité, des étudiants du MAS, de l'UNEF, de la LCR et de l'OCI et des étudiants inorganisés s'opposèrent à ces exactions et ceci donna lieu à de violentes altercations. Un moment après, l'UNEF-Renouveau vint à son tour prendre position pour la défense dans l'unité des libertés syndicales et politiques. L'ensemble des organisations ouvrières et syndicales doivent se mobiliser pour défendre la liberté d'expression. »

● Rectificatifs

Deux rectificatifs sont à apporter à la liste des candidatures LCR parues en page 3 dans « Rouge » du 24 janvier. A Mende, il ne s'agit pas d'une candidature LCR, mais d'une candidature unitaire soutenue par la LCR, le MAN et un collectif unitaire auquel participent des inorganisés. Sens dans l'Yonne, il n'y a pas de candidature LCR, contrairement à ce que nous avons annoncé.

Un nœud à votre mouchoir

PARIS : Soirée débat sur le film « la Vie quotidienne du peuple saharoui », 14 rue de Nanteuil, 15^e, à 20 h.

TOLBIAC : réunion du comité de soutien à la campagne des candidats révolutionnaires jeudi 26 à 12 h 30, amph. K.

PARIS : Conférence nationale contre le fichage des jeunes à l'initiative du comité du même nom samedi 28 janvier à 15 h, grand amph. de la faculté de Tolbiac, 92 rue de Tolbiac, 13^e.

MONTREUIL : Les lecteurs et sympathisants qui veulent participer à la campagne des révolutionnaires peuvent prendre contact avec les militants de la LCR le dimanche matin au marché de la Croix de Chavaux, de 10 h 30 à 12 h 30.

MEAUX : Réunion du comité de soutien à la candidature « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » vendredi 27 janvier, 20 h, bourse du travail, 33, rue du Tan.

NICE : Meeting du PSU avec Charles Piaget sur la lutte des Lip pour l'emploi vendredi 27 janvier à 20 h 30, salle Bréa.

VITRY : Cercle ouvert LCR sur l'oppression des femmes vendredi 27 janvier à 20 h 30 salle du foyer Paul Froment, place du marché. Film, « Douze fois impure ».

PARIS VI^e : Débat-exposition par le comité anti-nucléaire samedi 28 à 17 h, 58 rue Madame, Métro Saint Sulpice.

Avant de partir en Bourgogne GISCARD DRAGUE L'ÉCOLOGISTE

Aujourd'hui, Giscard commence son voyage en Bourgogne : Saulieu, Nuits-Saint-Georges, Auxerre : Pays de Cocagne, douce France ! Dans la petite ville de Verdun-sur-le-Doubs, il prononcera son discours sur « le bon choix pour la France ».

Dans une région qui sera traversée par le canal Rhin/Rhône, par le TGV (train à grande vitesse), où

Nous avons déjà un Conseil d'information sur le nucléaire, une charte de la qualité de la vie et un rapport annuel sur l'Etat et l'environnement. Nous aurons désormais un commissariat à l'énergie solaire, une délégation à la qualité de la vie, peut-être même un grand ministère de la Qualité de la vie. Voici ce qu'annonce Giscard dans cette interview.

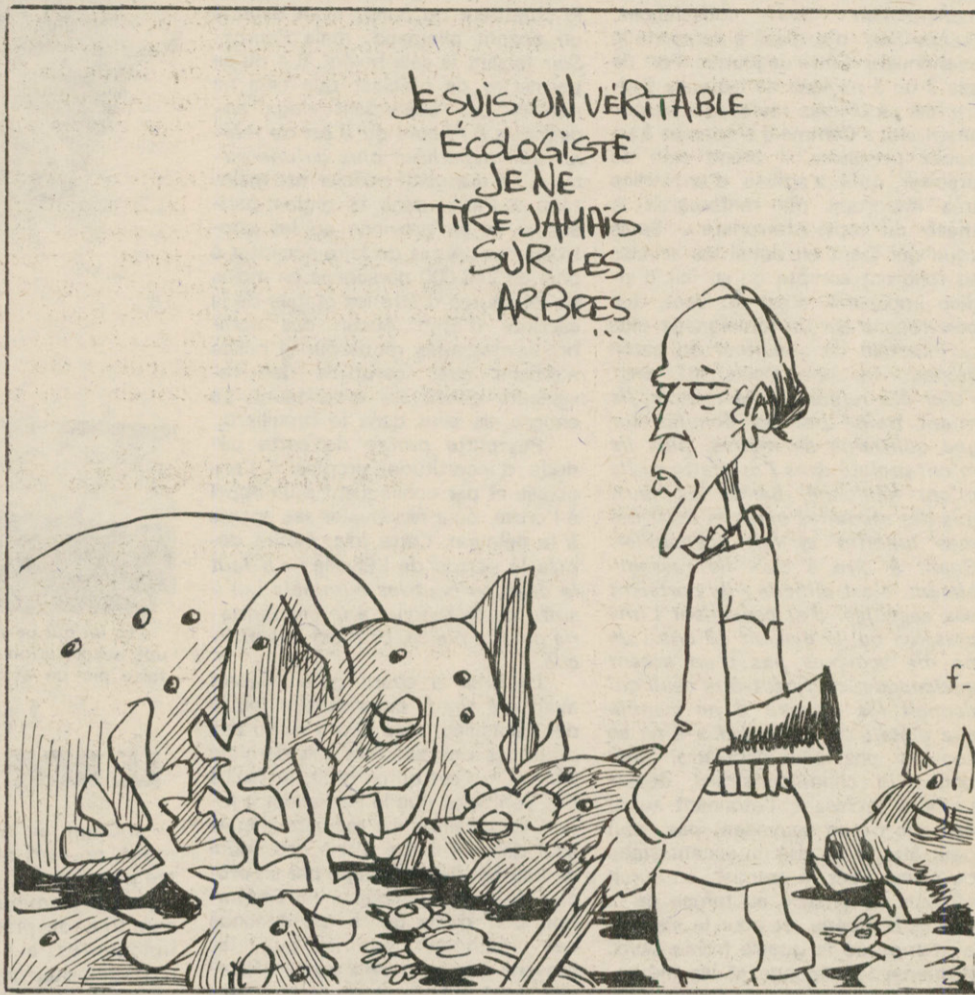
Mais qu'on ne s'y trompe pas. Il n'y a pas seulement là un catalogue démagogique, après l'adresse aux vieux et aux paysans. Giscard ne se contente pas de flatter une couche sociale minoritaire dont les scrutins sont précieux. Il voit au-delà. Indéniablement, cette interview donnée à la veille du discours sur « le bon choix » en constitue, à sa manière, un avant-goût.

D'une part, parce que Giscard exprime très nettement la prise de conscience par la bourgeoisie que les ressources naturelles ont de la « valeur », sont un « capital ». Oui, de ce point de vue, il y a une écologie « de droite » ! Giscard annonce qu'il a décidé d'inclure dans la comptabilité nationale le coût « écologique » du développement industriel, qu'il appelle la « comptabilité patrimoniale » : « Nous acceptons la dégradation de notre milieu naturel parce que nous ne la mesurons pas en termes de valeur. Or, l'entretien du cadre de vie, la restauration des milieux naturels, tout cela peut être chiffré. Si nous y parvenons, nous verrons que la sauvegarde de l'environnement peut être un investissement rentable. »

Evidemment, cette conscience des « limites naturelles » dans la société capitaliste ne peut qu'entraîner une aggravation de l'exploitation et de l'austérité, camouflées sous les thèmes de la

l'on veut construire le deuxième surrégénérateur français, où PUK exploite l'uranium et la fluorine, où plus de la moitié des terres appartiennent à des sociétés financières, il fera sans doute l'éloge de la douceur de vivre...

Avant de partir, comme en prélude, Giscard donne une longue interview au « Monde » sur l'écologie.



« nouvelle croissance », de la « qualité de la vie », des « économies d'énergie », etc.

D'autre part, Giscard a très bien compris que l'écologie, prise dans un certain sens, peut être un cheval de Troie de la bourgeoisie face aux aspirations des masses. Pour lui, c'est une « philosophie » et même une « religion » ! Il dit dans l'interview : « J'ai toujours pensé et cela correspond en quelque sorte à un choix philosophique, que le matérialisme ne correspondait pas à l'aspiration profonde des Français. » Bref,

l'écologie sert à renouveler le thème du « choix de société » contre le danger « collectiviste ».

Ainsi, ce que Giscard apprécie dans l'écologie, c'est qu'elle peut tendre à « recomposer » les deux camps en présence : « L'écologie est une idée riche d'avenir, elle est un stimulant salutaire hors des sentiers battus des idéologies du passé. Il est heureux que les écologistes refusent que l'écologie soit enfermée dans deux camps arbitrairement limités. »

Cela ne s'adresse pas qu'aux écologistes militants dans le but de récupérer leurs voix. Et cela porte bien au-delà des élections.

En conclusion de son interview, Giscard a mis les point sur les « i ». A la question, « Qui, selon vous, de la majorité ou de la gauche, va profiter du courant écologiste ? », il répond : « Je ne suis pas candidat aux élections. J'ai été élu en 1974. Mon mandat continue. » Encore une avant-première du discours de vendredi !

Madeleine Verdi

Mardi à la Mutualité à Paris

RASSEMBLEMENT DE LUTTES POUR VIVRE AUTREMENT

Mardi soir, à la Mutualité, une trentaine d'organisations, parmi lesquelles le CEDETIM, le Comité d'action des prisonniers, Cinéma politique, Comité Larzac, le Comité Irlande, Lutte occitane, le MLAC, etc., appelaient à un rassemblement sur le thème : « Vivre autrement, après comme avant les élections. C'est sur nos luttes que nous comptons. » Tout au long de la soirée, les diverses salles mises à la disposition des participants n'ont pas désempé. Au centre de la rencontre, la prise en charge collective des luttes qui se mènent un peu partout, dans les casernes, les quartiers, avec les femmes, les immigrés, la jeunesse, contre le nucléaire, autant d'aspects de l'oppression et de l'exploitation.

Une coordination des luttes est nécessaire, mais sur quoi peut-elle déboucher lorsqu'en sont absents ceux et celles qui luttent aussi ailleurs, avec les syndicats par exemple ? A cette question, les organisateurs du rassemblement n'ont pas répondu.

Vivre autrement, le temps d'une soirée où s'entremêlent débats autour des luttes, musique folk, projections vidéo et brochures au sucre, l'affluence du public a montré s'il en était en core besoin, des luttes qui se mènent aujourd'hui ; dans la plus grande salle, des cercles agglutinés tentent de débattre : l'antimilitarisme et le mouvement des soldats, les mesures Stolérus, l'avortement sont au centre des préoccupations.

Frank qui vient de Lille raconte comment il est poursuivi pour avoir avorté une jeune femme, la discussion débouche très vite sur nous, notre corps et très nombreuses sont celles qui prennent la parole assises devant le stand de Femmes travailleuses en lutte et Femmes en lutte. Plus loin c'est le stand des Lip, la seule usine en lutte présente au rassemblement. Curieusement, on ne fait qu'y passer, jeter un œil sur les montres, mais

rare sont les conversations qui se nouent avec les travailleuses(euses) de Palente.

Les sensibilités sont visiblement ailleurs. Il y a foule au débat sur les mesures racistes du gouvernement où sont posées des questions concrètes et vitales pour les premiers concernés : les immigrés ; Comment aborder au mieux un contrôle dans le métro ?

Comment ne pas se perdre dans la jungle des formalités ? Mais aussi la nécessaire solidarité sur les lieux de travail ou d'habitation.

Les affiches qui couvrent les murs de la salle — CEDETIM, Comité unitaire français immigrés etc. — sont une succession de luttes, d'une actualité immédiate comme celle des travailleurs sociaux en formation ou permanentes telles le Larzac, Naussac et toute la résistance antinucléaire.

Au stand catalan, voisin d'une table de vente du Kommunistisches Bund, des exilés sont venus prendre contact ;

le rassemblement était aussi militant.

Dans la petite salle réservée aux radios libres, des animateurs expliquaient le fonctionnement du matériel nécessaire à une émission.

Dans ce grand rassemblement des luttes tous terrains, chacun(e) pouvait y trouver son compte, s'y reconnaître par bribes ou entièrement. Des échanges ont eu lieu mais d'un terrain à l'autre le lien n'était pas apparent. Vivre autrement et changer de société en laissant la dynamique propre à chaque lutte suivre son cours ou débattre d'une centralisation qui ne soit pas une somme de mouvements ?

Telle n'était pas apparemment la préoccupation des organisateurs du rassemblement pour qui il s'agissait avant tout, en cette période de campagne électorale, d'affirmer que quel que soit le résultat des législatives, l'important était de compter sur nos propres luttes.

Julie Labrousse

MITTERRAND PROPOSE UN PACTE DE GOUVERNEMENT A SES PARTENAIRES

• Le PC laisse la place à un gaulliste dans le Val d'Oise

Des ministres communistes ne garantiront rien

Le Parti communiste proclame bien haut son refus de l'austérité de gauche. Mais quelle garantie propose-t-il aux travailleurs qui veulent en finir avec ce régime ? L'Humanité d'hier énonce une réponse de plus en plus présente dans les meetings et les tracts du PCF. « La présence de ministres communistes au sein du gouvernement de gauche, si celle-ci gagne, constituera à cet égard, la meilleure des garanties, à dire vrai la seule. » Il faut préciser-t-on immédiatement à l'intention du Parti socialiste, que ces ministres ne soient pas assis sur des strapontins.

L'exemple de la Libération, avec ses conquêtes sociales remises en cause lorsque les ministres communistes furent chassés, est souvent cité pour étayer la démonstration. Or cette référence ne convainc pas.

Remarquons d'abord que le Parti communiste qui pourfend aujourd'hui « la collaboration de classes » n'avait alors aucun scrupule à siéger dans le gouvernement de De Gaulle au côté de René Mayer de la banque Rothschild.

Les conquêtes sociales de la Libération ? Ce n'est pas l'action individuelle des ministres du PCF qui les arracha mais le rapport de forces issu de la Résistance.

Si des ministres communistes sont entrés dans le gouvernement c'est que — pour tout un temps — de Gaulle avait besoin d'eux. Pour appeler les travailleurs qui avaient fait la résistance à déposer leurs armes, en laissant se reconstruire une armée et une police bourgeoise qui n'allaient tarder à prouver leur efficacité contre des grèves ouvrières. Mais aussi pour appeler les travailleurs à reconstruire l'économie capitaliste française (« Produire c'est la forme la plus élevée de votre devoir de classe », et à ne pas faire (« la grève c'est l'arme des trusts »).

La vérité nous oblige à dire que si le PCF a été exclu du gouvernement en 1947, ce n'est pas parce qu'il y lutta pied à pied contre l'austérité. C'est au contraire parce que sa politique avait si bien permis à la bourgeoisie de se remettre en selle, qu'elle s'est sentie assez forte pour le « remercier », en le renvoyant dans l'opposition à l'entrée de la « guerre froide ». Le PCF avait alors un million de membres et bien plus de 21 % des voix...

La seule garantie dont dispose la classe ouvrière pour lutter contre l'austérité est la mobilisation unitaire. En 1936, par exemple, si le patronat a dû accepter les 40 heures de travail hebdomadaire ce n'est pas parce qu'il y avait un « bon » programme ou des « bons » ministres au gouvernement. Le PCF n'avait pas de ministre et les quarante heures ne figuraient pas dans la plate-forme du Front populaire. C'est d'ailleurs le PC lui-même qui s'était battu le plus durement pour édulcorer au maximum ce programme, au nom des « compromis nécessaires » pour préserver l'alliance avec le Parti radical.

Non, si nous avons obtenu les quarante heures en 1936 c'est parce qu'il y a eu grève et occupation des usines. Inversement le patronat a pu ensuite imposer « la pause » à la classe ouvrière parce que le PC et le PS l'avaient démobilisée (« Il faut savoir terminer une grève » avait dit Thorez).

F.L.

Après avoir serré beaucoup de mains et rencontré les notables locaux, François Mitterrand a confirmé mardi soir à Marseille que le Parti socialiste proposerait « un pacte de gouvernement » à ses partenaires, en cas de victoire électorale de la gauche. Il suggère ainsi une solution à l'imbroglio programmatique que constitue l'actualisation du Programme commun. La solution n'est pas nouvelle. On se souvient qu'en 1974, aux élections présidentielles, il avait déjà proposé un tel accord, en quelques points fort vague. Le PCF avait accepté sans mots dire cette opération, qui avait permis au premier secrétaire du Parti socialiste ses appels aux voix tous azimuts.

C'est d'ailleurs l'interprétation qu'a faite hier un secrétaire national du MRG de la proposition de Mitterrand. Guenesaux a trouvé l'idée d'un « pacte de gouvernement » excellente. « Ce pacte permettrait de resceller fermement l'union des trois partis de gauche et aussi d'élargir peu à peu les bases de la nouvelle majorité de gauche. En mars 1978, a-t-il ajouté, la gauche devra savoir pratiquer l'ouverture nécessaire et, à partir de bases solides, étendre sa majorité et la consolider. Nous n'avons jamais envisagé de gouverner

contre une moitié de la France. C'est pourquoi au-delà des cliques traditionnels, la gauche saura s'élargir au plus grand nombre. » Voilà une déclaration qui vend la mèche. Que les incrédules la relisent attentivement.

Non seulement ils veulent garder Giscard, sa constitution et son économie de marché, mais encore, une fois élus, ils prévoient d'« élargir » leur majorité. A qui précisément ?

Le radical de gauche, Guenesaux a des idées précises, lui. Le PCF, qui chaque jour présente les ministres communistes comme les seules garanties contre l'austérité, n'en dit mot. Il n'a pas encore répondu à la proposition de Mitterrand. Mais ses actes, quel que soit son langage, indiquent que lui aussi cherche l'ouverture à ... droite. Dans le Val d'Oise, il est maintenant certain que le PCF va retirer son candidat, un sénateur-maire, au profit d'un gaulliste de gauche. Il s'agit de la circonscription de Poniatsowsky et l'heureux gaulliste est Dominique Gallet. Mardi soir, Fernand Chatelain, l'ex-candidat du PCF, annonçait lui-même cette décision au bureau du conseil municipal de la ville dont il est maire.

J.-Y. T.

A Marseille, entre Léon Blum et Napoléon III

Marseille, de notre rédaction régionale.

Un peu de retard, on écoute la musique des Beaux Arts. L'éclaircie est venue repousser un peu de la pluie lancinante. Il arrive : un frémissement dans la petite foule, un dernier coup de balai à côté de la plaque recouverte d'un drapeau tricolore. Les notables socialistes, élus ou candidats de la fédération s'ébrouent, discrètement. Le premier secrétaire du Parti socialiste, escorté par Gaston Defferre et son épouse, traverse la foule. Il découvre la plaque de la nouvelle place Léon-Blum dont le portrait nous domine du haut du Centre d'information municipal en construction. Applaudissements. Une petite cohue pour entrer dans le kiosque municipal : François Mitterrand passe devant les panneaux de l'exposition « Léon Blum » que lui commente Goddard, adjoint au maire.

A 16 h, on se retrouve salle des réceptions à la mairie. 250 personnes, notables et responsables de la fédération des Bouches-du-Rhône du PS, échangent des informations sur la campagne en cours. Dans un coin, on discute du CODIF. Ailleurs, on félicite un candidat pour ses affiches, plus loin un autre se plaint que se colleurs en font trop. Gaston Defferre prend le micro : « J'espère vous accueillir bientôt comme Premier ministre... Des phrases qui font visiblement plaisir à tout l'auditoire. Mitterrand à son tour fait un peu d'histoire pour placer un long panégyrique de Léon Blum où traîne une discrète, mais insistante comparaison entre l'ancien leader du parti et l'actuel... Le Provençal du lendemain la découvrira avec ravissement : « Brillante évocation », dira-t-il.

Les invités se précipitent vers le buffet où abondent champagne et whisky : le premier secrétaire s'éclipse. A 17 h : conférence de presse dans les salons du palais du Pharo, construit par Napoléon III pour Eugénie qui nous contemple dans sa grande robe ample. Salle lambrissée pour la presse. Dans un coin s'affaire l'état-major du PS, François Mitterrand, seul, répond aux questions, entouré de Gaston Defferre et d'Emile Loo, secrétaire de la fédération et trésorier national. Des questions sur la polémique : il répète que le PS a pris l'engagement de se désister et qu'il s'agit bien de « gouverner ensemble » alors que la polémique sur les ministres communistes semble un peu factice. Les avances de Giscard ? Pas question d'y répondre : il est bon qu'il y ait une majorité de rechange pour que l'alternative puisse avoir lieu ; il serait dangereux de compromettre tout le monde dans une fausse majorité.

Enfin, il annonce que le PS va publier très prochainement son chif-



François Mitterrand inaugure la place Léon Blum à Marseille (Photo AFP).

frage du Programme commun. Et déjà, quand il se déplace, la presse le suit comme un ministre : il y avait là toute la presse nationale et les correspondants locaux.

A 18 h 45, grand meeting populaire. A la tribune, tous les candidats et leurs suppléants. Deux femmes seulement sur les 22, dont Janot Mezel, dirigeante du CODIF de Marseille, suppléante de Defferre qui la décrit ainsi : « C'est une ardente militante féministe, elle est jeune, elle est jolie, elle n'est pas trop disciplinée mais je crois que nous ferons une bonne équipe ! » On applaudit les candidats en les interpellant, puis Mitterrand parle : une heure d'un grand discours allant allégrement de l'histoire à l'actualité. Question à la salle : « Vous voulez que ça change ? », « oui », « Vous êtes pressés que ça change ? », « oui ». Une description de la crise émeut la salle. Le public est populaire, un peu plus âgé en moyenne que celui du PC. Les hommes dominent nettement.

Il s'en va et la foule se presse pour lui serrer la main. Il disparaît dans une GS grise et les 7 000 personnes se dispersent. Il est 20 h 15, le premier secrétaire a fini sa visite marseillaise.

Michel Samson

**OBJECTIF
15 000**

Si tu veux un député, il faut le mériter

Le bureau national du PSU pose ses conditions : il n'acceptera pas sans les examiner d'un œil sourcilieux les offres de désistement faites à son profit par Georges Marchais dimanche. C'est une question de dignité... électorale ! « Il est évident qu'un tel retrait n'a de signification que dans la mesure où il donne à ceux qui en bénéficieraient des chances sérieuses de représentation parlementaire » répond-il.

Voilà donc le PSU engagé dans une sordide tractation sur la qualité des circonscriptions qui lui seraient offertes. Mais il la mène en s'appuyant sur des principes : « Dans le cas contraire (celui de circonscriptions perdues d'avance NDLR) les partis qui procéderaient à ces retraits se donneraient une image démocratique à peu de frais ».

On peut se demander si ce n'est pas une image de quémandeur que recherche un PSU : il réitère en même temps ses propositions de discussions avec le PS « sur l'ensemble des problèmes politiques, y compris électoraux ». Il avait précédemment demandé aux listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » une répartition des

circonscriptions que la LCR, l'OCT et les CCA refusèrent faute d'un accord politique la justifiant. Le PSU veut un ou plusieurs députés. Il court après l'élection comme après un mirage, car enfin, en quoi quelques députés peuvent-ils faire avancer son combat politique, dès lors qu'il les devrait à la « générosité » intéressée du PCF ?

Ce n'est pas les autres conditions que le PSU met y changeront quelque chose : Il « entend rester maître du choix de ses candidats et du contenu de sa campagne. Il doit rester libre de ses décisions concernant le désistement au second tour ». C'est bien le moindre qu'il pouvait exiger. Ces conditions n'empêcheraient pas d'éventuels élus du PSU d'être les otages du PCF. Pour bénéficier des suffrages de l'électorat communiste, ne devront-ils pas lui faire des concessions politiques ? Se contenter d'ajouter un zeste d'autogestion et d'écologie au programme du PCF ? Tout comme les conseillers PSU élus aux municipales sur des listes d'Union de la gauche ou sur les listes du PCF.

M.T.

Bref social

● Prix : + 0,3 % en décembre

C'est le chiffre qui devrait être rendu officiel aujourd'hui. On attend celui déterminé par le service économique de la CGT qui, lui, si officiel voulait dire réel, le serait beaucoup plus que le premier. On peut constater que l'augmentation s'est sensiblement ralentie. Barre voulait sans doute finir l'année en beauté. Il faudra surveiller de près le chiffre de janvier.

● Grève aux chantiers navals de La Ciotat

53 grutiers des chantiers navals de La Ciotat ont entamé une grève, samedi dernier. Ils luttent pour leurs primes de hauteur, leurs conditions de travail et leurs rémunérations.

53 grévistes donc, mais qui peuvent entraîner beaucoup d'autres travailleurs. Des bruits de lock-out généralisé à tout le chantier circulent actuellement, et il serait effectif à compter de lundi prochain. Le secteur des grutiers est peu syndiqué, et des rencontres sont actuellement organisées entre eux et les organisations syndicales. Si celles-ci n'ont pas encore fait connaître leurs positions exactes, on discute cependant d'une éventuelle grève sur le chantier pour demain. Ce jour-là d'ailleurs, aura lieu une conférence de presse de la navale CFDT regroupant La Ciotat, La Seyne, et avec la participation de camarades des chantiers Dubigeon.

● Manupro : satisfaction

37 jours de lutte. L'épisode des nervis et du lock-out. Les filles de Manupro auront tenu dans des conditions très difficiles. Il semble pourtant bien qu'elles aient gagné, bien que certaines d'entre elles rechignent à reprendre le travail. Une majorité a cependant voté la reprise. Elles ont obtenu une augmentation de 10 % des salaires, l'échelle mobile calculée sur la base d'un indice intermédiaire entre celui de l'INSEE et celui de la CGT. Enfin, aucun salaire ne sera inférieur à 2 000 F.

● NMPP : c'est la reprise

Les employés des NMPP ont finalement repris le travail, hier après-midi, à l'appel de la CGT, très majoritaire dans ce secteur. La combativité des employés était pourtant sans précédent ou presque. Mais les négociations continuent.

C'est la raison pour laquelle la CGT a appelé à la reprise, malgré les nombreux avis divergents qui se sont exprimés lors de l'assemblée générale qui s'est tenue hier matin.

● CCI-Massy : une semaine de grève

Les syndicats du Centre de calcul interrégional (CCI) de Massy nous ont fait parvenir le communiqué suivant : « Depuis le 20 janvier, le personnel du CCI-Massy est en grève à 90 % en raison du manque d'effectif, des mauvaises conditions de travail et des problèmes spécifiques au centre. Le personnel est constitué d'informaticiens des PTT et de Télé-systèmes, filiale au deuxième degré des PTT. Le centre de calcul, doté d'ordinateurs puissants, est chargé de l'ensemble de la comptabilité téléphonique et télex de la région parisienne. Cette grève, qui a le soutien de la CFDT-PTT, de la CGT, de la FNT et des syndicats BETOR-CFDT et CGT-métaux, risque d'amener des perturbations importantes dans la facturation des taxes téléphoniques de la région parisienne. Les négociations avec la direction des télécommunications de Paris se heurtent pour l'instant à l'intransigeance de l'administration qui refuse la prise en compte des revendications du personnel, notamment en matière d'effectif. »

● Les HBL tuent

Mardi matin, à Carling (Moselle), à la cockerie des Houillères du bassin de Lorraine (HBL), un ouvrier a été écrasé et tué sur le coup par un wagon servant au transport du coke. Il s'appelait Germain Sinning. Il avait 40 ans. Il était père de trois enfants. Un nom de plus sur une liste qui s'allonge dramatiquement.

● Les grèves discrètes des PTT

Mardi, avait lieu la troisième des quatre journées d'action appelées par la CGT et la CFDT. Elle concernait les agents de distribution, c'est-à-dire les facteurs. La grève a été suivie par environ 20 % du personnel, chiffre à peu près égal à la participation aux deux journées précédentes. Ces mouvements sont donc très peu suivis, et n'ont en tout cas aucun écho. Comme de plus en plus de travailleurs maintenant, les postiers boudent ces grèves presse-bouton et sans lendemain. Mais les directions syndicales n'en tiennent pas compte qui désirent, seulement, maintenir une « pression syndicale » minimum. Dans de tels cas, on ne la sent guère.

La CFDT prépare l'après 1978 (3)

RENFORCER LE POUVOIR DE L'APPAREIL SYNDICAL

La crainte d'explosions sociales et de recours à « l'autoritarisme » par la droite domine les préoccupations de la direction CFDT. Le rapport que Jacques Moreau présente aujourd'hui devant le conseil national de la CFDT annonce une réorientation de la confédération vers la recherche du compromis avec la bourgeoisie pour sauver la « démocratie », c'est-à-dire les institutions politiques de la V^e République. Il envisage qu'un gouvernement de gauche devra gérer la crise et engage à une réflexion sur la comptabilité des revendications actuelles avec les possibilités de l'économie capitaliste malade, qui laisse présager et crain-

A la CFDT, le syndicat ne se confond pas avec l'organisation des travailleurs sur le lieu d'exploitation. Contrairement à la CGT et à FO, il n'existe généralement pas de syndicat d'entreprise. Le syndicat est une organisation qui regroupe, au plan départemental le plus souvent, les sections syndicales de tailles très diverses d'un même secteur d'activité. Il est doté des droits les plus étendus puisque la nomination des délégués syndicaux est de son ressort, et qu'il peut enlever des mandats sans consulter la section d'entreprise. Il concentre les moyens matériels et financiers de l'organisation et peut légalement, comme on l'a vu récemment à Lyon-gare, dissoudre une section importante, exclure en bloc tous ses membres, prévenir l'administration — celle des PTT en l'occurrence — que les délégués ne représentent plus la CFDT.

De même apprenons-nous par le Monde d'avant-hier que la section CFDT-BNP, forte de 1000 adhérents a été suspendue par le syndicat parisien des banques.

Le 37^e Congrès confédéral d'Annecy en 1976 avait rappelé que « le syndicat doit rester la structure politique de base des organisations professionnelles et interprofessionnelles ». Depuis, la direction confédérale mène campagne pour « l'adaptation des structures », c'est-à-dire la subordination au syndicat des structures les plus proches des travailleurs. Syndicalisme a consacré en novembre, décembre et janvier pas moins de quatre longs articles pour illustrer et défendre cette conception.

Le pouvoir à la section syndicale ou au syndicat ?

Qui, du syndicat ou de la section syndicale d'entreprise doit être la « structure politique de base », c'est-à-dire souveraine ? Le débat n'est pas nouveau dans la CFDT. La revue CFDT aujourd'hui publiait, dans son n° 13 de mai juin 1975, une analyse sur le sujet :

« La réalité de l'action syndicale se situe par ailleurs plus souvent au niveau de la section d'entreprise qu'à celui du syndicat, et cela surtout depuis 1968, date à laquelle la section syndicale d'entreprise a été officiellement reconnue comme interlocuteur légal dans l'entreprise. » Elle concluait que « derrière cette difficulté de détermination des structures de base, c'est en fait l'avenir même du syndicalisme quant à ses orientations qui est en jeu ». Edmond Maire et Jacques Julliard, dans leur livre la CFDT d'aujourd'hui, publié en 1975, abordaient la question avec une grande ouverture

dre un abandon des grandes revendications ouvrières.

Le souci d'affirmer des structures syndicales fortes est également présent dans le rapport. Dans quel sens faut-il comprendre ce renforcement, quand « Syndicalisme » nous apprend que le « droit syndical, acquis en 1968, avait été accaparé par les sections syndicales d'entreprise au détriment des syndicats » (n° 1 683, du 15-12-1977) ? La tendance est en effet au renforcement des structures situées au dessus des sections d'entreprise, en contradiction avec la perspective autogestionnaire proclamée et avec tous les risques que cela comporte pour la démocratie syndicale.



d'esprit : « Faut-il aller plus loin dans la décentralisation et, en raison de l'évolution industrielle actuelle, conférer à la section syndicale d'entreprise (...) la véritable souveraineté ? (...) C'est une tendance à laquelle invitent bien des particularités de l'action syndicale dans les circonstances actuelles. » En quoi ces circonstances auraient-elles changé depuis la rédaction du livre ? La concentration industrielle ne s'est pas démentie. Or, il n'y a toujours qu'un seul syndicat, le STIC, sur la chimie parisienne qui compte de nombreuses usines. De même un Syndicat des banques coiffe des sections d'un millier d'adhérents à la BNP, de 6 à 700 personnes au Crédit lyonnais et à la Société générale. Ces sections pourraient parfaitement fonctionner en syndicat d'entreprise, assumer pleinement toutes les responsabilités qui leur incombent devant les travailleurs. De même, à la Savie de Caen, où travaillent 4 000 ouvriers, la section CFDT, majoritaire, dépend d'un Syndicat métallurgie territorial. Par contre, on parle de transformer en section l'un des rares syndicats d'entreprise existant, celui de Renault-Billancourt !

Un héritage de la CFCT

La structuration actuelle est un héritage de la vieille CFCT, où la syndicalisation se faisait sur la base de la localité. E. Maire et J. Julliard racontent fort bien dans leur livre comment, dans les années 1960, « on trouvait encore dans le Nord des collecteurs de cotisations dont la tâche, parfois rémunérée, consistait à recueillir les cotisations au domicile des adhérents : reste d'une époque où seule existait l'union locale, et où la section d'entreprise n'apparaissait pas encore ». Ils expliquent comment le travail d'organisation sur les entreprises, dont le courant Reconstruction fut l'artisan, per-

mit de changer les choses, de bousculer corporatisme et conservatisme, d'aller vers la CFDT.

La direction confédérale a rôdé une argumentation pour justifier le maintien de la structuration actuelle en syndicat : le cadre étroit de l'entreprise entraînerait une vision corporatiste ; seul le syndicat multi-sections, par la confrontation des expériences, permettrait d'accéder à une vision d'ensemble et donnerait à l'action « toute sa dimension de classe ». Pourquoi une union de syndicats d'entreprise ne le permettrait pas ? En quoi empêcherait-elle une aide des gros syndicats aux petits ? S'il s'agit de lutter contre la tendance au corporatisme, n'est-ce pas y enfoncer les sections que de les dessaisir de tout ce qui concerne les préoccupations interprofessionnelles ? Ainsi, les nouveaux statuts votés le 6 décembre dernier par le congrès de l'union régionale Rhône-Alpes stipulent que les sections n'ont pas le droit de déléguer des militants à leurs unions locales ou unions interprofessionnelles de base. Seuls les syndicats décideurs, souvent de fort loin et sans connaissance réelle des problèmes locaux, qui va à telle UL, à telle UIB, dans telle ou telle ville, et sous leur contrôle ! Pire, « les UL ne remplissant pas ces conditions indispensables à la démocratie syndicale ne pourront plus participer au fonctionnement des structures CFDT ». Elles seront en quelque sorte mises en dehors !

On a même vu la direction de la Fédération construction-bois combattre et faire repousser par le tout récent congrès fédéral un amendement du Rhône précisant qu'il « est nécessaire que le syndicat repose bien sur les sections qui le constituent » !

« Le fonctionnement démocratique dicte les limites territoriales » du syndicat multi-sections, écrit Syndicalisme dans une enquête sur le syndicat métallurgie de Saint-

Quentin. Jugeons-en : les limites territoriales de ce syndicat, longuement discutées, couvrent « un rayon de 50 à 110 km » ! Si le mot décentralisation fait partie du vocabulaire CFDT, la tendance est, on le voit, à une hyper-centralisation interne. Comment concilier ce fonctionnement avec la volonté de créer des comités d'atelier et de service, justifiées parce que au plus près des travailleurs, de ce qu'ils vivent ? Pourquoi la vie de l'organisation syndicale devrait-elle être régie par une règle inverse ? Serait-on, à la CFDT, autogestionnaire à l'extérieur et caporalisateur à l'intérieur ?

Un enjeu politique

« Dans une confédération, la souveraineté, c'est-à-dire la responsabilité de trancher en dernier ressort, n'appartient ni à l'appareil confédéral, fédéral ou régional », écrivait E. Maire et J. Julliard dans leur livre. Force est de constater que la tendance actuelle est à la concentration vigoureuse de responsabilités et de pouvoirs discrétionnaires dans des syndicats qui peuvent très bien devenir les relais des fédérations et de la confédération pour imposer une orientation. Car c'est bien d'enjeux politiques qu'il s'agit, derrière ces austères questions de structures. Des enjeux que la majorité confédérale comme les fédérations de la « contribution » posent, à la veille de mars 1978, en termes de contrôle bureaucratique et d'appareil. Nous sommes loin du « fédéralisme ascendant qui est la condition même de toute émancipation réelle de tout consentement véritable » dont parlaient E. Maire et J. Julliard, loin du fonctionnement d'un syndicat autogestionnaire qui devrait adapter ses structures à la perspectives de prise en charge de leurs propres affaires par les travailleurs.

Michel Thomas

**Pour en finir avec
l'amiante
JUSSIEU
EN GREVE**

Une fois de plus, le mercredi 25 janvier, la faculté de Jussieu était en grève totale pour obtenir un plan de financement de l'ensemble des travaux afin de rendre les flocages d'amiante inoffensifs. Cette grève était appelée par l'intersyndicale CFDT-CGT-FEN dans la continuité de la lutte menée depuis trois ans et qui a déjà permis d'obtenir une première tranche de travaux ainsi que plusieurs décrets et arrêtés officiels limitant l'utilisation de l'amiante et fixant des normes de sécurité. Il reste à obtenir pour près de 30 millions de travaux et une réglementation beaucoup plus sévère prenant en compte le rôle cancérigène de l'amiante purement et simplement ignoré pour l'instant.

Rappelons une fois de plus que l'amiante se trouve dans les faux plafonds et dans les gaines techniques des couloirs à Jussieu comme dans de nombreux autres établissements publics. Les dangers sont maintenant largement reconnus, y compris par le Parlement européen qui demande l'interdiction du flocage: l'asbestose qui entraîne de graves troubles respiratoires, les mésothéliomes (cancers de la plèvre, du péritoine et du péricarde) cancers broncho-pulmonaires. Différentes luttes locales ont permis d'arracher la décision de recouvrir le flocage: Ecole normale supérieure, divers CES, à la tour Mornay à Paris, au centre de tri de Paris-Brune. Toutes ces victoires pour la défense de la santé des travailleurs encouragent le personnel de la faculté de Jussieu à poursuivre ses actions.

Le Collectif de sécurité de Jussieu qui regroupe une quarantaine de camarades, syndiqués et non syndiqués a obtenu par un travail continu depuis trois ans le soutien de l'ensemble des organisations du personnel. Il a édité un journal *l'Amiante*, tiré à 10 000 exemplaires, qui rappelle les principaux éléments du dossier et de la lutte menée. Pour ceux qui veulent en savoir plus il a aussi rédigé un livre *Danger: Amiante!* (25 F au Collectif). Adresse: Collectif intersyndical sécurité CFDT-CGT-FEN, bât. H, universités Paris VI et VII, 4 place Jussieu 75 230 Paris Cedex 05.

**Dans le Rhône
L'ORDRE DES
MEDECINS RECLAME
LES COTISATIONS
EN JUSTICE**

40 médecins du Rhône se voient réclamer les cotisations (obligatoires) à l'Ordre pour l'année 1975 par voie de justice. Le refus de payer les cotisations est de la part de ces médecins l'occasion de dénoncer une institution exclusivement au service de la politique patronale de la santé et des privilèges de la caste médicale. Après l'échec de ses tentatives de sanctions disciplinaires, l'Ordre voudrait ramener l'affaire à une histoire de mauvais payeurs.

Les médecins progressistes, pour la plupart regroupés dans le mouvement « Santé population », organisent une défense commune et demandent leur soutien à l'ensemble des partis de gauche et d'extrême gauche pour le jour du procès.

Le PCF a cru bon d'organiser sa propre conférence de presse, sans avertir quiconque, à l'occasion de la première affaire jugée. Attitude qui inquiète jusqu'à certains médecins communistes, qui se demandent si leur parti va désormais se désintéresser de la défense commune.

Une question qui revient chaque année

LE REMPLACEMENT DES MAITRES EN CONGE

Chaque année scolaire, le même problème revient: le remplacement des maîtres en congé. Chaque année — il ne s'y est pas encore risqué en 1978 — le ministère accuse les enseignants, leurs vacances dorées et leur maigre dévouement au « service public ». Et chaque année, les enseignants répondent

en dénonçant l'incurie gouvernementale, le nombre d'enseignants non titulaires au chômage ou employés à temps partiel, la dégradation des conditions de travail. Les deux faits que nous relatons ci-dessous montrent bien où sont en effet les responsabilités.

J. K.

DANS LES MATERNELLES

En date du 16 décembre, la circulaire qui nous est parvenue est rédigée par l'inspectrice départementale chargée, à Paris, de la 6^e circonscription maternelle et concerne les remplacements à partir de la rentrée de ce mois de janvier. Accompagnant la proposition de « placement du personnel remplaçant », elle précise que le service concerné « sera dans l'impossibilité d'assurer les remplacements du personnel malade quelle que soit la durée du congé ». Argument avancé: sur les 11 institutrices remplaçantes, 9 sont d'ores et déjà pris pour des remplacements annoncés à l'avance, et parmi les 2 restantes, l'une sera en congé maternité et l'autre, est-il dit perfidement, « se met en congé aussitôt qu'elle le peut pour éviter de travailler en maternelle ». Conclusion à peine orientée de la lettre-circulaire: « Je souhaite que cette situation ne donne pas encore lieu à

ventions de députés auprès de monsieur le ministre. »

La menace est à peine voilée. Les institutrices qui nous ont fait parvenir ce texte commentent: « Ce sont les usagers de l'école qui subiront les conséquences des non-remplacements annoncés. » Elles protestent contre la mise en accusation implicite de deux de leurs collègues contenue dans la circulaire: « Une remplaçante n'aurait-elle pas le droit d'avoir un enfant? Il était de bon ton de se marier et de passer son permis pendant les vacances, il le sera de ne jamais être malade. Quelle enseignante n'a pas hésité à s'arrêter à la pensée que la garde de ses élèves incomberait à ses collègues? » Enfin, elle juge particulièrement grave « l'atteinte aux libertés des enseignants et des parents de protester contre ces mauvaises conditions de vie à l'école ».

**Dans une section d'éducation
spécialisée**

« Voici une « histoire à scandale ». Je suis instituteur dans une (section d'enseignement spécialisé) La Courneuve depuis le 15 septembre 1977.

« Responsable, étant donné que ces classes devaient être assurées par des instituteurs titulaires du CAEI (certificat d'aptitude pour l'enfance inadaptée).

« Premier scandale: j'ai été nommé sur ce poste, ainsi que deux autres normaux sortants (je le suis moi-même), ce qui est irres-

« Deuxième scandale: vu la difficulté pour des gens inexpérimentés comme nous de travailler dans ces conditions, l'un de nous trois a craqué, il y a deux mois et

**Deuxième numéro du « Canard de Nantes
à Brest »**

**Un ton nouveau
dans la presse bretonne**

Le deuxième numéro « du Canard de Nantes à Brest » paraît demain. Le premier numéro tiré à 2 000 exemplaires et vendu au prix de 4 F était sorti le 13 janvier. A partir de la mi-février, ce nouveau journal breton paraîtra toutes les semaines. Un projet ambitieux si l'on considère que de nombreuses tentatives semblables se sont rapidement éteintes devant la concurrence forcée des quotidiens régionaux dont « Ouest-France » est le « fleuron » le plus représentatif.

A l'origine du « Canard de Nantes à Brest », il y a un homme: Pierre Duclos, maintenant directeur de publication du journal. Secrétaire de la section SJF-CFDT des journalistes de « Ouest-France », il avait été licencié au mois de janvier 1977. Il décide alors de créer un nouveau journal d'information. Il y a manifestement place dans la région pour une telle publication comme le prouve l'existence du « Peuple breton », l'hebdomadaire de l'Union démocratique bretonne. Certes, la plupart des hebdomadaires qui se voulaient « différents » n'ont pas survécu bien longtemps ces derniers temps. L'emprise des quotidiens tels « Ouest-France » et le « Télégramme de l'Ouest » explique en partie ce phénomène. En partie seulement car des journaux tels « la Tribune de l'Ouest », « Bretagne-Hebdo » ou « Politique-Bretagne » n'ont pas su réellement « mordre » sur les lecteurs potentiels de la région. Mal distribués, techniquement peu satisfaisants, ils ont dû abandonner.

Conscients des difficultés qui les attendent, les responsables du « Canard de Nantes à Brest », entendent tout de même rendre compte de la réalité locale. Mais pas de n'importe quelle façon. Sans être infodé à une organisation précise,

ce journal se situe tout de même clairement à gauche. La lecture du premier numéro le démontre: on y dénonce l'expulsion d'un paysan à Vezai ou la révolte ouvrière à Ploërmel; on y expose le projet des écologistes bretons ou on donne la parole à Jean-Yves Dumaine, l'un des otages du Front Polisario. Un ton nouveau dans la presse bretonne.

Pour l'instant, le budget de lancement du journal a été assuré par une souscription. Quelques centaines de personnes ont « signé un chèque en blanc » à la découverte du projet. Résultat: plus de 700 000 F ont été récoltés. Ce n'est pas encore assez, et une grande campagne d'abonnements est lancée. Parallèlement, l'ambition de l'équipe du « Canard de Nantes à Brest » est d'entrer en contact plus direct avec ses lecteurs, de les faire participer à l'élaboration du journal et d'être ainsi mieux informés. Bien qu'elle porte un regard critique sur le premier numéro, l'équipe du journal fait maintenant le point: « Ce n'est plus un projet. C'est une réalité. L'important est que cette réalité soit durable. »

Denis Caron

« Le Canard de Nantes à Brest », 32 rue du Grand-Treux 22 200 Guingamp Téléphone: 21.05.40



demi, et a démissionné de son poste. Depuis, il n'est pas remplacé!

« Troisième scandale: un professeur d'atelier, en congé de maternité, absente depuis le 8 novembre et jusqu'au mois de mars, n'est toujours pas remplacée et ne le sera pas.

« Quatrième scandale: deux poste et demi de nettoyage pour le CES (collège du premier cycle du secondaire) et la SES. Sur ces deux postes et demi, une personne de service malade non remplacée. Ce

qui veut dire que l'entretien n'est plus assuré à la SES. Déjà qu'en temps normal les conditions d'hygiène et de sécurité n'y sont pas respectées...

« Une journée de grève, avant les vacances de Noël, a débouché sur le mépris total de l'inspecteur d'académie et aucune assurance d'amélioration. Les classes de SES sont « les poubelles de l'Education nationale »... Alors, pourquoi les nettoyer? »

Un instit en SES

**Aux ateliers Stein de Lys-lès-Lannoy
TROIS SEMAINES
D'OCCUPATION**

« Il n'y aura pas de trêve électorale », s'écrient les dirigeants syndicaux. « Des dizaines de milliers de grévistes », titre en écho *l'Humanité*, à propos de journées d'action qui se déroulent dans les PTT, la chimie, la construction ou le textile. Mais pourtant, ces « messes syndicales » — selon la formule même de la CFDT — ne sont pas de nature à troubler le déroulement de la campagne électorale. Par contre, il existe des conflits qui n'ont pas le même caractère. Telle la lutte que mènent, depuis le 4 janvier, les travailleurs des ateliers Stein, à Lys-lès-Lannoy, dans le Nord.

Depuis trois semaines, ils sont en grève et occupent leur usine. Ils revendiquent le treizième mois, un salaire de 2 400 F minimum et le retour aux quarante heures hebdomadaires. En effet, si beaucoup d'ouvriers sont en chômage, ceux de Stein travaillent 44 heures 30 par semaine, pour des salaires de misère: ceux des ouvriers les moins qualifiés ne dépassent pas 2 000 F mensuels.

Dans l'entreprise, deux syndicats

sont implantés, la CGT et la CFDT. Mais les non-syndiqués ne sont pas laissés sur la touche. Eux aussi ont été emportés par la vague de ras-le-bol qui a déferlé sur les ateliers, et eux aussi participent à la grève. Un comité de grève réunissant syndiqués et non-syndiqués a été désigné par l'assemblée générale.

La solidarité, notamment financière, se développe peu à peu. Un point noir cependant: l'autre unité de production, l'usine de Roubaix, n'a pas suivi le mouvement, mais débraie néanmoins une heure par jour en solidarité. Quant à la direction, elle se montre pour le moins intransigente: depuis maintenant trois semaines, elle se refuse toujours à recevoir les grévistes. Il faut dire qu'elle a reçu des consignes précises de la part de la direction du groupe CGE-Alsthom-Atlantique, dont Stein est une filiale. Ces consignes émaneraient même de l'Union des industries métallurgiques et minières, dont on connaît le poids au sein du CNPF. C'est dire l'importance que revêt cette lutte.

E.O.

et pourtant elle tourne

● Grève générale au Nicaragua

C'est mardi dernier que le comité national de grève, regroupant toutes les formations de l'opposition nicaraguayenne, a organisé une grève générale pour exiger « toute la lumière » sur l'assassinat de Pedro Joaquín Chamorro, une des principales figures de l'opposition bourgeoise à la dictature d'Anastasio Somoza.

Les partis conservateur, social-démocrate et socialiste (PC nicaraguayen) ainsi que le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) regroupés dans l'UDEL (Union de libération nationale) ont formé depuis plusieurs années un front antidictatorial pour une relève démocratique de la dictature.

L'arrivée du sous-secrétaire d'Etat américain chargé des affaires intermédiaires dans la capitale, Managua, laisse penser que les USA s'intéressent de près à la succession prochaine de Somoza.

● Au Pérou, les dirigeants syndicaux annulent la grève générale

Les dirigeants de la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP), qui sont pratiquement tous membres du PC, ont annulé, in extremis, la grève générale de 48 heures qu'ils avaient annoncée avec plusieurs dizaines d'autres centrales syndicales pour les 23 et 24 janvier.

Entre la lutte contre l'austérité imposée par le Fonds monétaire international (FMI) et un régime militaire qui ménage ses relations avec l'Union soviétique, le PC péruvien a choisi. Cela risque de ne pas lui être longtemps possible, vu la multiplication des luttes.

● Grève des dockers ouest-allemands

16 000 dockers se sont mis en grève mercredi matin dans les ports d'Emden, Nordham, Bracke, Breme, Bremerhaven, Cuxhaven, Hamburg et Lübeck. Les dockers ont mis en place des piquets de grève aux entrées des installations portuaires. C'est la première fois depuis la guerre qu'un conflit éclate simultanément dans huit ports maritimes. Le travail continue à Kiel, Elsfleth et Wilhelmshaven.

Les dockers ont donc suivi le mot d'ordre de grève des syndicats à la suite de l'échec des négociations salariales. Malgré les tentatives de médiations aucun accord n'a abouti entre les syndicats qui réclament 9 % d'augmentation des salaires et les patrons qui ne veulent lâcher que 5,7 à 6 %.

● Meeting unitaire sur l'Afrique du Sud ce soir à la Mutualité

La répression en cours en Afrique du Sud et la collaboration nucléaire franco-sud-africaine ont amené plusieurs organisations et associations politiques à organiser un grand meeting à Paris pour engager une campagne prolongée sur ces questions. Celui-ci se tiendra ce soir à la Mutualité à l'initiative du Collectif de la campagne anti-Outspan, de l'URP-CFDT, de la fédération de Paris du Parti socialiste, du PSU, de la LCR, de la Ligue des droits de l'homme, de la CIMADE, Vie nouvelle, MCP, MAN, MDPL, CSCV, les Amis de la Terre, le Mouvement écologique, la JEC, l'UGTSF, VVAP. Des militants anti-apartheid d'Afrique du Sud seront là pour animer les débats et plusieurs films inédits seront projetés.

● Barrage constitutionnel à la loi 101 au Québec

La Cour supérieure constitutionnelle du Québec a déclaré inconstitutionnel un chapitre de la loi 101 récemment adoptée par l'assemblée du Québec qui tend à faire du français la langue officielle du Québec. Cette loi serait en contradiction avec la Constitution canadienne. A Ottawa, le ministre chargé des relations fédérales provinciales s'est bien sûr réjoui de la nouvelle. Le ministre québécois de la justice a fait appel de cette décision.

● Starfighter : RFA : 259. Hollande : 28 !

L'armée allemande a fêté son 259^e Starfighter, qui s'est écrasé en RFA. La Hollande, de son côté, a perdu son 28^e Starfighter, disparu mardi en vol au dessus de la mer. Depuis 1963, 12 pilotes hollandais ont été tués. On ne ventera jamais assez l'efficacité et la valeur de ces avions, vendus par les Etats-Unis à certaines armées de l'OTAN. Lorsqu'on sait que l'heureux constructeur de ce modèle n'est autre que la firme Lockheed, on comprend mieux le raz de marée de pots de vin qui a éclaboussé pratiquement l'ensemble des gouvernements occidentaux pour aider à placer ces avions.

● Etudiants marocains en grève de la faim

Depuis mardi, les étudiants marocains se sont mis en grève pour exiger la légalisation de leur syndicat, l'UNEM et la libération de ses militants et responsables emprisonnés. A Toulouse, 35 étudiants marocains ont commencé, mardi, une grève de la faim à la cité universitaire de l'Arsenal pour les mêmes revendications.



« Les Français hors de Djibouti » (Photo Goksin Sipahioglu/Sipa Press)

APPEL POUR LE 21 FEVRIER, JOURNEE NATIONALE CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Le 21 février est, depuis des années, traditionnellement une Journée internationale contre l'impérialisme. Il semble particulièrement important, en plein cœur de la campagne électorale de maintenir au premier plan nos tâches de lutte contre notre propre impérialisme, rendues encore plus urgentes vu la politique d'intervention de la France au Sahara occidental. Il faut donc donner un relief particulier à cette journée du 21 février en plaçant au centre la

demande de retrait des troupes françaises d'Afrique du Sud et la revendication d'indépendance des colonies françaises. Un collectif unitaire d'initiative s'est formé à Paris qui vient de publier la plate-forme que nous reproduisons ci-dessous et appelle à la création de comités locaux de préparation du 21 février. Nous maintiendrons une information permanente dans nos colonnes sur les initiatives prises à cette occasion.

« Nous refusons d'être complices des crimes commis par l'impérialisme français au nom de notre peuple.

« A l'époque où la France avait un empire colonial, l'Etat n'hésitait pas à recourir à la guerre pour défendre les privilèges des colons et les bénéfices des sociétés coloniales. Nombreux sont les Français qui ont alors condamné les crimes commis en leur nom en Indochine, en Algérie et ailleurs, et qui ont participé aux luttes anti-impérialistes. Beaucoup d'entre eux vivent maintenant dans l'illusion que cette période est passée avec la décolonisation des vingt dernières années.

« Pourtant, aujourd'hui, la question reste posée. Notre responsabilité reste engagée. Même si les dimensions du problème sont apparemment réduites par le rétrécissement de la puissance française, de plus en plus liée à l'impérialisme américain, et associée à ses concurrents européens dans des opérations conjointes.

« La question est posée, quand le gouvernement s'enfonce dans une véritable guerre en Mauritanie, aux côtés des Etats marocain et mauritanien, et s'oppose, par la force, au mouvement de libération nationale du peuple saharoui.

« La question est posée quand l'armée française continue à réprimer, dans les anciennes colonies africaines, les grèves ouvrières et les manifestations paysannes, au titre de la « coopération » régulière, ou quand elle est engagée, au Tchad, contre une insurrection populaire; ou encore, quand elle vole au secours du régime corrompu de Mobutu.

« La question est posée, sur un plan plus général, quand ces interventions extérieures s'accompagnent de la réorganisation de l'armée autour d'unités spécialisées, entraînées pour les guerres coloniales et aussi pour la lutte contre l'ennemi dit « de l'intérieur », c'est-à-dire pour la guerre civile contre le peuple français lui-même.

« La question est posée quand la « coopération », même si elle est dite « civile », sert la politique « impériale » au mépris des intérêts des peuples, et parfois, au mépris de la vie de nos compatriotes.

« La question est posée dans les territoires d'outre-mer où la France exerce encore une tutelle coloniale directe, où elle réprime durement toute revendication d'indépendance, voire de simple autonomie.

« La question est posée dans les prétendus départements d'outre-mer, où l'assimilation juridique aux institutions métropolitaines camoufle mal la réalité d'un système purement colonial.

« La question est posée quand le capitalisme recourt à l'importation de main d'œuvre, afin d'organiser sa surexploitation et de renforcer, par le racisme et la répression, les divisions de la classe ouvrière.

« La question est posée quand le redéploiement de son industrie et sa participation à la division internationale du travail conduisent le patronat français à s'opposer aux revendications populaires et à développer systématiquement le chômage.

« Par leurs luttes, ces peuples ont obligé l'impérialisme français à quelques replis. Mais là où il garde l'initiative, il n'en devient que plus agressif contre les dangers de libération populaire effective, et il renforce son soutien politique et militaire aux régimes néocoloniaux.

« Que signifient ces formes multiples de la « présence française », notamment en Afrique ? Ce que l'impérialisme français en crise défend avec acharnement, ce ne sont pas seulement les intérêts immédiats de quelques monopoles (pillage des matières premières jusqu'à épuisement, maintien des débouchés...), c'est le maintien sous tutelle des peuples lui permettant de revendiquer une meilleure place dans l'ordre impérialiste mondial.

« C'est pourquoi, nous pen-

sons que la lutte contre notre impérialisme est à l'ordre du jour, que la responsabilité de notre peuple est engagée, que le silence constituerait une complicité dans les crimes qui sont commis en notre nom.

« En montrant que cette lutte est indissociable de la lutte des travailleurs en France, nous devons nous mobiliser :

— pour la reconnaissance du droit de vivre et de travailler au pays, face aux plans patronaux de restructuration, et d'abord le refus de tout licenciement ;

— pour le soutien aux luttes des travailleurs notamment dans les filiales des sociétés à l'étranger et, en particulier, pour le droit à s'organiser librement ;

— pour l'égalité des droits entre travailleurs français et travailleurs immigrés, et d'abord pour l'abrogation de toutes les mesures discriminatoires comme les « mesures Stoléru », pour l'arrêt de toute expulsion y compris de façon déguisée (le « Million » du retour au pays), pour le soutien aux luttes des travailleurs immigrés et de leurs organisations ;

— pour la reconnaissance du droit à l'indépendance et à l'autodétermination dans les DOM-TOM ;

— pour le refus des pactes militaires et le retrait de l'Alliance atlantique ;

— pour le refus de toute intervention militaire, notamment aujourd'hui au Sahara, pour la dissolution des unités d'intervention, des brigades spéciales, pour le retrait des troupes françaises d'Afrique et des autres parties du monde, pour l'arrêt des ventes d'armes ;

— pour le refus du soutien aux régimes fascistes et néocoloniaux et pour la dénonciation du rôle de la coopération ;

— pour l'isolement économique de l'Afrique du Sud (arrêt des investissements et des prêts, boycott commercial...);

— pour l'application, sans aucune restriction, du droit d'asile, y compris dans les

ambassades de France à l'étranger ;

— pour le droit au travail et à la liberté d'expression des réfugiés politiques, et pour le refus, quel qu'en soit le motif, de leur extradition ;

— pour la non-ratification de la convention « antiterroriste » de Strasbourg, pour l'arrêt immédiat de la collaboration internationale des polices aux fins de répression politique.

« Nous appelons tous les démocrates, tous les militants à se regrouper pour mener, sur une ou plusieurs de ces bases, les actions les plus diversifiées (meetings, prises de parole dans la rue, dans les entreprises, expositions, fêtes, etc.) en vue de préparer une semaine anti-impérialiste autour du 21 février. Nous les appelons à coordonner leurs actions de façon à faire de cette semaine un moment fondamental de la lutte contre l'impérialisme français. Pour permettre cette mobilisation et sa coordination, nous constituons un collectif national d'initiative.

« Tous les comités, toutes les organisations, tous les militants anti-impérialistes manifesteront ainsi le refus de notre peuple d'être complice de l'impérialisme français. »

Note : Depuis 1948, la journée du 21 février est reconnue comme journée internationale de solidarité anti-impérialiste. A cette date, en 1944, tombait sous les balles nazies le réseau Manouchian, formé de travailleurs immigrés engagés dans la Résistance, en 1946, se développait la répression contre les étudiants indiens et en 1947, les émeutes du Caire contre l'impérialisme britannique.

Collectif national d'initiative de la campagne nationale contre l'impérialisme français
14, rue de Nanteuil
75 015 Paris

Cet appel est à ce jour signé par les organisations suivantes : OCT, PSU, LCR, UCFML, le Cedetim, le Comité anti-Outspan, les CUF, le comité de défense des libertés démocratiques au Mali.

Le comité central du PC espagnol décide d'abandonner le léninisme

Le comité central du Parti communiste espagnol s'est réuni, le week-end dernier, pour adopter les projets de thèses et de nouveaux statuts qui seront soumis à la discussion préparatoire à son prochain congrès. Celui-ci aura lieu du 5 au 9 avril, pour la première fois dans l'Etat espagnol depuis la guerre civile. A l'issue de ce comité central Santiago Carrillo a déclaré que la direction du PCE proposait d'abandonner, dans ses statuts, toutes références au léninisme.

Dans son nouveau projet de statuts, le PCE se définit comme « marxiste-révolutionnaire » et supprime toute référence aux thèses léninistes. Le comité central du PCE estime que l'histoire même a dépassé les conceptions du léninisme sur trois aspects fondamentaux : la conception du parti, la dictature du prolétariat et la révolution mondiale.

Au niveau du parti, le comité central propose de supprimer la structuration en cellule propre à la clandestinité et de se transformer en parti de masse organisé sur base régionale. Le maintien du centralisme démocratique devra aller de pair avec la démocratisation interne. Le comité central propose, entre autres, la création d'un « tribunal des garanties » auquel pourront avoir recours les militants qui estiment leurs droits lésés.

L'abandon de la dictature du prolétariat a, depuis longtemps, été annoncée par les dirigeants du PCE qui affirment dans leurs thèses la voie parlementaire de conquête de pouvoir. C'est la menace d'une guerre atomique mondiale qui motive, selon les dirigeants du PCE, leur abandon de la théorie léniniste de l'internationalisation de la lutte de classes.

A l'issue de ce comité central, Santiago Carrillo déclarait à la presse madrilène : « Il ne s'agit pas pour le PCE de tracer une croix sur tout ce qu'a représenté à une époque le léninisme. Nous pensons que dans le léninisme, il y a la théorie de l'impérialisme qui est juste et une conception nouvelle du marxisme, pleine de suggestions pour nous. Ce qui se passe, c'est qu'on ne peut plus, comme on le faisait à une autre époque, dire que le léninisme est le marxisme d'aujourd'hui. Le léninisme chez nous, n'est plus le marxisme d'aujourd'hui. Et c'est dans ce sens qu'il faut surmonter une série de thèses classiques du léninisme auxquelles en réalité les PC d'Europe occidentale ont renoncé depuis de nombreuses années, bien que jamais comme aujourd'hui cela ne s'était posé dans le domaine de la doctrine. »

Une seule voix a voté contre cette proposition parmi les 136 membres du CC.

Santiago Carrillo a reçu, lundi à Madrid, deux opposants tchécoslovaques, Zdenek Mlynar et Jiri Pelikan. A l'issue de cette rencontre, ils ont lancé un appel à « toutes les forces socialistes et démocratiques » en faveur du retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie et de la libération de tous les prisonniers politiques.

GREVE GENERALE AUJOURD'HUI EN TUNISIE

La Tunisie est aujourd'hui touchée par une grève générale de 24 heures, décidée mardi par l'Union générale des travailleurs tunisiens pour protester notamment contre les attaques répétées dont ont été l'objet, ces derniers jours, les maisons des syndicats dans certaines villes de Tunisie par des éléments « provocateurs » du Parti destourien. Ce mouvement est également déclenché contre « les positions extrémistes et le refus du dialogue » affiché par les responsables du parti unique tunisien à l'égard des syndicats, en vue de trouver une solution à la crise qui oppose les deux parties, a déclaré Habib Achour.

Il semble que le régime de Bourguiba, avant même le déclenchement de la grève, ait commencé les

provocations contre les syndicalistes. Mardi soir, alors que les secrétaires généraux de l'UGT et de la Confédération Internationale des syndicats libres devaient prendre la parole à l'occasion d'une conférence de presse, alors que 2 000 syndicalistes se trouvaient devant le siège de l'UGT, des heurts ont éclaté entre la police, utilisant des grenades lacrymogènes, et les manifestants. 68 personnes ont été arrêtées. L'agence de presse tunisienne déclarait qu'il s'agissait « d'un groupe de provocateurs, juchés sur les toits qui ont lancé sur les forces de l'ordre et les passants des grenades lacrymogènes ». « Perturbateurs » qui se seraient dispersés dans le centre de la ville pour y causer des « dégâts considérables » ajoute l'agence.

Epreuve de force entre la dictature et les étudiants indonésiens

70 étudiants ont été arrêtés à Djakarta par la police indonésienne dans le cadre de la « lutte antisubversive » a annoncé le ministre de l'Education. Un accord « s'est dessiné » selon le ministre entre les responsables universitaires et les flics de la sécurité au terme duquel un recteur qui ne pourra diriger correctement ses étudiants devra démissionner.

Le gouvernement indonésien a interdit la circulation d'un « livre blanc » des étudiants de l'institut de technologie de Bandung, a annoncé le ministre de la Justice. Ce document dénonçait violemment la nouvelle candidature du président Suharto aux élections de mars prochain. Les étudiants y lançaient un appel aux différents partis du Congrès pour désigner comme président et vice-président « des person-

nalités intègres et capables pour corriger une situation due principalement aux inégalités dans la société et aux abus d'autorité de certains fonctionnaires ». 3 000 exemplaires de ce livre ont été distribués aux étudiants qui ont participé la semaine dernière à une manifestation sur le campus au cours de laquelle les slogans les plus violents jamais exprimés ont été lancés contre Suharto.

Quatorze intellectuels et artistes indonésiens ont lancé un appel pour que le gouvernement cesse ses persécutions contre les étudiants, libère ceux qui sont détenus et lève l'interdiction de publication qui pèse sur sept journaux. Ils soulignent que l'interdiction des conseils et comités étudiants est antidémocratique dans la mesure où ceux-ci ont été démocratiquement élus. Par ailleurs l'as-

De notre correspondante en Euskadi.

Le 23 juillet 1976, disparaissait le militant d'ETA-político-militaire Eduardo Moreno Bergareche, « Pertur ». Il était vu pour la dernière fois à Beobi, où il était allé à un rendez-vous. Un très fort débat traversait alors l'organisation ETA-político-militaire, surtout à l'extérieur, entre ceux qui voulaient reléguer la lutte armée au second plan, comme « Pertur » (que l'on peut considérer comme le précurseur de EIA, scission de ETA-político-militaire) et les commandos « Bereziak » dirigés par Apala, qui ont depuis fusionné avec ETA-militaire.

Si plusieurs organisations d'extrême droite ont revendiqué cette disparition, le cadavre de « Pertur » n'est jamais apparu et l'affaire a toujours été des plus confuses. Aujourd'hui, la famille de « Pertur », sa mère, son frère Alvaro et sa tante Maria-Asul, qui mènent leur propre enquête depuis un an et demi, ont fait des déclarations importantes au quotidien Egin de Beia. « Les suspects supposés de la disparition de « Pertur » sont certains éléments d'une organisation à laquelle il appartenait. Certains éléments des commandos « Bereziak », maintenant des différences politiques qui

avaient créé une grande tension dans l'organisation. » La famille qui assure avoir identifié les deux personnes qui l'ont accompagné à son dernier rendez-vous d'Hendaye, a publié une lettre de « Pertur » du 11 juillet 1976, douze jours avant sa disparition, décrivant le climat du milieu des réfugiés d'Euskadi-Nord, où il écrit : « Certains ont créé un tel climat dans l'organisation qu'ils ont transformé ETA en Euskadi-Nord, non en un collectif de révolutionnaires mais en un Etat policier où chacun se méfie du voisin... et créé une dynamique qui tend à éliminer les rivaux politiques non par des moyens politiques, mais par de sales manœuvres au nom de la discipline, de la sécurité... »

La famille de « Pertur » a remis tous ces nouveaux éléments à la police française qui a réouvert le dossier, fermé en décembre dernier.

Ces déclarations ont créé une grande consternation en Euskadi. Depuis samedi dernier, tout le monde les commente, mais personne n'ose porter de jugement. Dimanche 22, le sénateur pour Euskadi-Eskerra, Juan Mari Bandres, avocat de la famille, a déclaré qu'il « serait néfaste d'étendre les accusations que fait la famille à certaines personnes, à toute une organisation ». Il ajoute qu'il ne con-

naissait absolument pas ces nouveaux éléments.

Lundi, en Euskadi-Nord, ETA-militaire faisait une déclaration où elle publie une lettre de la tante de « Pertur » à l'organisation ETA de juin dernier (au moment où commence une campagne d'actions armées pendant les élections), où celle-ci leur révèle tout ce qu'elle sait de Bereziak et de la disparition de son neveu. ETA déclare : « Pourquoi n'avoir pas publié alors ces déclarations, pourquoi le faire au moment où ETA mène une autre campagne d'actions armées, si ce n'est pour semer la méfiance du peuple face à nous. Il n'y a aucun doute que ces déclarations ne sont qu'une nouvelle manœuvre de certains secteurs basques droitiers (plus loin appelés « contre-révolutionnaires ») qui utilisent la tante de « Pertur » pour nous paralyser. »

Il est clair que cette affaire ne va pas se terminer là. Des milliers de personnes, ces dernières années, sont descendues dans la rue, ont été blessées, emprisonnées, pour exiger la libération de « Pertur » et que soient établies les responsabilités sur sa disparition. Ce sont elles aujourd'hui qui attendent des réponses, des explications, qui vont exiger que tout la lumière soit faite.

G. Bengochea

Le PC portugais face au gouvernement PS-CDS

Lisbonne, de notre correspondant.

Pendant quatre semaines, Mario Soares a essayé d'établir un accord avec l'un des principaux partis bourgeois et de l'équilibrer avec la signature d'une plate-forme avec le PC. L'objectif des deux manœuvres était clair. D'une part, Soares voulait diviser les forces de l'opposition bourgeoise, on se souvient de la révélation faite en plein débat sur la motion de confiance qui devait conduire à la chute du gouvernement, que Soares avait proposé, presque simultanément, des accords ou bien avec le PSD ou bien avec le CDS, en excluant toujours l'autre parti. D'autre part, Soares comprenait qu'un accord avec les communistes « serait très utile au moment où le Portugal va devoir traverser une période difficile d'austérité qui exige la paix sociale ».

Ces objectifs étaient quand même difficilement compatibles. C'est ce que les ministres proposés pour le deuxième gouvernement



La signature de l'accord PS-CDS

constitutionnel ont dû conclure quand ils ont su que deux jours après la lecture du programme à l'Assemblée de la République qui doit voter, se réunira d'urgence à Lisbonne le conseil général de la CGTP-Intersyndicale, pour discuter des formes de lutte contre le gouvernement PS-CDS.

Il est certain que le PC a hésité beaucoup avant de lancer une campagne contre le nouveau gouvernement. Il y a quarante jours, la direction communiste s'est même posé la question : fallait-il voter contre la motion de confiance et battre le gouvernement avec le vote PC-PSD-CDS, ou — et c'était ce que pensaient beaucoup de députés communistes — fallait-il voter avec le PS et l'enfermer dans la logique de l'appui d'une majorité de gauche ?

L'option politique de Cunhal a été de courir plusieurs lièvres à la fois et au plus petit des prix. Après, négociant dans des circonstances plus défavorables que les partis bourgeois, il lui était très difficile d'appuyer un accord PS-CDS. La

direction du PCP a essayé encore, à tout prix, d'arriver à un accord avec Soares. En acceptant les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI), et y compris sa condition essentielle de réduire maintenant les rythmes de la croissance économique (qui doit augmenter très rapidement le niveau actuel du chômage), Cunhal avait dépassé quelques limites.

Ces négociations, cependant, ont jeté la confusion parmi les travailleurs les plus combatifs. Avec la formation du gouvernement, le PCP a dû faire un virage et lancer une campagne politique pour éclaircir ses militants.

La réunion de l'Intersyndicale, la semaine prochaine, répond à une contestation généralisée, à un énorme mécontentement contre ce nouveau gouvernement. Seulement, le PC ne pourra pas se limiter à proposer des actions symboliques. Dans ce contexte, la lutte contre ce gouvernement suscite déjà une politisation accentuée et l'opposition syndicale aux différentes bureaucraties ne pourra que se renforcer dans les luttes à venir.

Jorge Buarque

Aux origines du socialisme français

• « Lucien Herr: Le Socialisme et son destin »

Daniel Lindenberg et P. A. Meyer viennent de publier, chez Calman-Lévy, une biographie de Lucien Herr. La crise idéologique conjointe du socialisme et de la social-démocratie incite aux retours aux sources.

Or, Lucien Herr est une des grandes sources du socialisme français. Alsacien, d'une culture encyclopédique (il est un des rares socialistes à lire Marx dans le texte), cet intellectuel est membre du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Jean Allemane, le plus ouvrieriste de tous les groupes socialistes qui formeront en 1905 la SFIO. Il suffit de rappeler l'influence déterminante et permanente sur Jean Jaurès, Léon Blum, Charles Péguy et des dizaines d'autres, pour mesurer son impact sur l'orientation du socialisme français. Il suffit aussi de signaler que sans Lucien Herr, pas d'affaire Dreyfus : c'est lui, en effet, qui mobilise les « intellectuels » — la fortune du mot date de là — à un moment où des gens comme Jaurès, comme Zola ne sont pas du tout entraînés dans la bataille. Et surtout Lucien Herr, c'est l'homme de l'unité socialiste : c'est lui qui a trouvé les fonds et le titre de « l'Humanité »... Daniel Lindenberg ci-dessous à nos questions.



Grève des boutonniers de l'Oise, 8 avril 1909 : la colonne des grévistes revenant à Meru. (Coll. Roger Viollet)

ENTRETIEN AVEC DANIEL LINDENBERG

• Pourquoi Lucien Herr ressort-il aujourd'hui ?

— Il ressort parce qu'il y a une crise du socialisme. La jeunesse ne s'identifie ni à la social-démocratie ni au socialisme concentrationnaire... Il y a ceux qui se détournent du socialisme et de la classe ouvrière — ceux-là Herr ne les intéressera pas. Et il y a ceux qui ne désespèrent pas du socialisme et là, Herr offre une

figure d'intellectuel socialiste en France qui correspond tout à fait à nos interrogations : à la fois figure de militant exemplaire et figure d'intellectuel qui ne s'autocensure pas, qui ne se liquide pas en tant qu'intellectuel, qui prend pleinement ses responsabilités devant les masses socialistes. Ni prince de l'Ego coupé des luttes, ni idéologue cire-pommes du comité central : intellectuel révolutionnaire.

• Si l'on en juge l'arbre aux fruits, Lucien Herr, mentor de Jaurès, de Blum, pour ne rien dire de Péguy, devait être un fiéffé révisionniste ?

— Charles Andler, premier biographe de Herr, a contribué à accrédi-ter l'image d'un Herr-Bernstein français image passablement fautive.

En réalité, il faut resituer Herr dans une tradition : le socialisme populaire issu de deux grandes expériences : celle de la Révolution française, celle de la 1^{re} Internationale, qui sont toutes deux très liées à l'idée de démocratie par en bas, de démocratie à base du socialisme sans-culotte.

Certes, Herr a partagé les hésitations du socialisme français sur le problème du soutien socialiste aux gouvernements de gauche par exemple, mais il était aussi très ouvert à des thèmes qui ne sont absolument pas réformistes, comme celui de la grève générale, celui du syndicalisme comme école de la révolution...



Lucien Herr

PAYER SES DETTES A L'EGARD DU PASSE

« La nouvelle culture politique » — mais quelle redite en France ne se donne-t-elle pas pour inédite ? — s'ébroue joyeusement dans une mare d'idées croupies, que l'agit-prop journalistique, le sens de la formule et l'inculture des idéologues chics réussiraient presque à faire passer pour neuves. Nous revoilà une fois de plus — pour le dire dans les mots de Lindenberg — à l'an I de la pensée : le rite du fulgurant, l'ébahissement de la découverte ne sont pas un trait de mode, mais un symptôme de reflux. La lecture des analyses de Lindenberg constitue l'une des meilleures cures de défoulement libérateur aujourd'hui disponibles. Personnellement, ses exercices de remontée aux sources m'ont dessillé les yeux et dégrasé l'esprit.

« Le défaut de sens historique, disait l'auteur de « la Généalogie de la morale », est le péché de tous les philosophes. » Tous les marxistes français ont contracté à l'égard des auteurs du Lucien Herr une dette singulière : ils savent désormais qu'avant de tirer des créances sur le futur, il convient de payer ses dettes à l'égard du passé — à moins de commettre une escroquerie.

Nous avons longtemps vécu sur une idée reçue : la filiation directe, univoque, marxisme-bolchevisme. Laquelle, entre le vieil Engels et le jeune Lenine, creuse un vide mystérieux, seulement traversé par un fil conducteur plus ou moins honteux : Kautsky. Et qui fait de la France jusqu'en 1920 un désert idéologique, limité à l'Est par la masse compacte de la social-démocratie allemande et plus ou moins dominée-escamotée sur place par une statue solitaire : Jaurès. Simplisme étouffant que

« le Marxisme introuvable », dont la lecture, inutile de le rappeler, est un devoir indéclinable pour tout militant digne de ce nom, avait déjà sérieusement mis à mal. Non sans injustices ici et là, telle une exécution sommaire de Merleau-Ponty (comme si « les Aventures de la dialectique » n'était pas l'une des très rares réflexions politiques matérialistes que nous ait réservées la philosophie française), de malveillantes allusions à Althusser indignes d'un auteur qui se refuse au laisser-aller, et un Lucien Herr rapidement présenté comme « le père de l'idéologie du réformisme français ».

La passionnante biographie de Meyer fait justice de ce cliché et Lindenberg a rectifié l'erreur en montrant dans le bibliothécaire de l'Ecole normale la figure exemplaire de l'alliance du mouvement ouvrier et d'un « grand intellectuel ». Mais il le replonge aussi dans une problématique rigoureusement actuelle : la lutte du parti et de l'Etat pour s'emparer des clercs et des savants. Car l'un des principaux acquis de ce livre est de démontrer et d'illustrer la permanence de certaines « nappes d'histoire lente » (Braudel) par dessous le remous des courants idéologiques.

Et l'enseignement fondamental de cette leçon de choses explique assez l'accueil qui est fait par les médias à ce type d'archéologie concrète du « savoir » : on n'est pas près d'en finir avec la ligne de fracture opposant au sein de la théorie matérialisme et idéalisme. Et pour comprendre par où elle passe aujourd'hui, rien de tel que de découvrir par où elle passait hier.

Regis Debray



Manifestation des terrassiers du métro. Mars 1913 (Coll. Roger Viollet)

spots

• Le 3 février, ne manquez pas la fête d'« Antirouille »

On vous l'a déjà dit, mais deux fois vaut mieux qu'une : faites une croix sur votre calepin ou nouez votre mouchoir et dans tous les cas, n'oubliez pas d'être le vendredi 3 février de 18 h à minuit à l'Hippodrome de Pantin (porte de pantin). Il s'y tiendra dans la joie la grande fête d'« Antirouille », le « mensuel jeune sans publicité », celui qui a toujours besoin de cinq millions de centimes pour survivre. Six mille places sont prévues pour six heures de musique non-stop accueillant six concerts successifs du groupe Ange, d'Imago, de Jacques Higelin, de Djamel Allam, de jazz avec Ripoché et Demay et d'une inconnue à la voix extraordinaire, Michèle Bernard, qui s'accompagne à l'accordéon. Le prix d'entrée : 35 F, mais les billets peuvent être achetés d'avance au prix de 30 F aux trois FNAC et à la librairie Rouge, 10 impasse Géménée 75004. Il y aura à boire et à manger à l'intérieur du chapiteau.

L'équipe d'« Antirouille » ne dort plus à force de coller des affiches annonçant le concert. Alors si vous voulez leur donner un coup de main, prendre quelques affiches à apposer dans votre bahut, votre boîte ou votre quartier, allez les voir, 2 square Pétrelle 75009. D'autre part, si vous voulez en savoir plus sur « Antirouille », allez voir l'exposition sur ce mensuel qui se tient cette semaine au cinéma 14 juillet (métro Bastille).

• Festival homosexuel à la Pagode

Le festival continue aujourd'hui avec « le Sexe des anges », de L. Soukas, « Kennet Anger II et I », puis deux films de Marti, « In contextus » et « la Cité des neuf portes », où l'on voit une symphonie de corps, couleurs et attitudes, enfin en soirée, « L'hiver approche », film de Bensoussan qui montre de nombreuses facettes de l'imagerie homosexuelle, et « Pink Narcissus », œuvre anonyme, délire esthétique et narcissique. Demain commencera l'hommage à Jean Genet.

« L'Etat, le pouvoir et le socialisme »

• Un livre de Nicos Poulantzas

Dans son style inimitable (et pas toujours aussi digeste qu'on le souhaiterait), c'est finalement un livre fort riche que vient de publier Nicos Poulantzas.

L'Etat, le pouvoir, le socialisme fait, en 300 pages, le point de la question :

Comment appréhender l'Etat bourgeois, si on écarte aussi bien la conception de l'Etat-objet, simple instrument, neutre, utilisable sans grande modification par telle ou telle classe ? Ou bien la conception symétrique de l'Etat-sujet, doté de volonté, de rationalité propre, se soumettant la ou les classes dominantes ? Ou encore les idéologies des micro-pouvoirs, procédant d'une conception tellement large, que finalement il se perd ; c'est à ces questions et à quelques autres — l'Etat et l'économie aujourd'hui, le déclin de la démocratie représentative, la montée de « l'étatisme autoritaire », la transformation socialiste de l'Etat — que Nicos Poulantzas s'efforce de répondre. On reviendra en détail sur ce livre très dense dans *Critique Communiste*.

Bornons-nous ici à souligner ce qui paraît être sa contradiction principale : contradiction quasiologique entre le développement (les 269 premières pages) et la conclusion (« Vers un socialisme démocratique », les 30 dernières pages).

Tout au long de son texte, Poulantzas met en évidence la nature de classe de l'Etat

bourgeois : nature de classe de ses fonctions, de ses institutions, de ses pratiques, de ses personnels ; débusquant sa réalité d'appareil de domination même là où on a rarement (à tort) coutume d'aller le chercher (Sécurité sociale, etc.).

L'Etat n'est certes pas une chose, dit Poulantzas. Comme le capital, il est avant tout un rapport social, « la condensation d'un rapport de forces entre les classes ». En tant que tel, il n'est pas un bloc monolithique, sans fissures, mais le lieu de contradictions internes ; et ce dans l'ensemble de ses appareils : ceux où les masses sont physiquement présentes, (l'école, l'armée, l'administration), comme ceux où elles sont physiquement absentes (la police, la justice...).

Mais si les classes sociales antagoniques sont présentes dans l'Etat et s'y combattent, ajoute Poulantzas, elles n'y occupent pas, loin de là, des positions équivalentes. Les classes dominées occupent des positions subalternes, sinon marginales : non seulement elles ne détiennent aucun appareil, mais elles pèsent d'autant moins que l'appareil concerné revêt une importance stratégique plus grande du point de vue de l'exercice du pouvoir. « Elles existent dans l'Etat », écrit Poulantzas, sous forme de résistance, d'opposition au pouvoir des classes dominantes. »

Cet Etat bourgeois moderne se distingue encore par sa grande souplesse et sa complexité. En cas de victoire électorale des forces populaires, il permet à la bourgeoisie « de permuter les lieux de pouvoir réel et formel » ; et ce, dans l'ensemble du système étatique, comme au sein de chaque appareil : il ne suffit pas de tenir le sommet pour tenir l'appareil. Le sommet perdu, le centre du pouvoir réel se déplace. Ce qui éclaire la virtuosité de la classe dominante à rétablir le rapport des forces en sa faveur.

Les personnels de l'Etat, ajoute Poulantzas, y compris ceux susceptibles de basculer à gauche, restent attachés à leur place et rôle par rapport aux masses populaires. Ils ne remettent spontanément en cause ni la division sociale du travail au sein de l'Etat ni la division dirigeants-dirigés incarnées dans l'Etat.

Toute chose aggravées encore aujourd'hui par le déclin de la démocratie représentative bourgeoise, la concentration du pouvoir au sein de la haute administration (dont l'excellente étude de Pierre Birnbaum, *la Classe dirigeante française*, PUF, vient d'établir lumineusement l'appartenance de classe)...

Qu'en conclure sinon que la « démocratisation radicale » de l'Etat ne peut s'opérer qu'à chaud, au point culminant d'une situation révolutionnaire, ou la crise de l'Etat démocratique bourgeois

est portée à son point de rupture et où l'ampleur du mouvement populaire met à l'ordre du jour la refonte complète de tout le système étatique ?

C'est pourtant aux conclusions inverses que parvient Nicos Poulantzas, par on ne sait quel chemin tordu. Il fait sienne la thèse « eurocommuniste » d'une longue transformation démocratique de l'Etat, combinant sa démocratisation interne et le « déploiement de la démocratie directe à la base. »

L'objectif étant d'éviter, coûte que coûte, une situation de double pouvoir et de garantir, au long de la période de transition, un minimum de continuité institutionnelle.

Par quel miracle l'instrument sophistiqué de domination bourgeoise qu'analyse Poulantzas tout au long de son livre se laissera-t-il progressivement transformer, c'est ce qui n'apparaît pas clairement au terme de cette conclusion...

Il n'en reste pas moins qu'on trouve dans ce livre : la discussion des thèses récentes sur les pouvoirs (Foucault, Castoriadis, Gluksmann) ; une masse de problème à méditer ; et un stock d'arguments qui se retournent contre la stratégie qu'ils sont censés fonder !

Henri Weber

• « L'Etat, le pouvoir, le socialisme », PUF éditeur.



Chronique des livres

• **Les Vanilliers.** Georges Limbour.

Ca ne se raconte pas. Parfum obsédant de vanille, fleurs « vierges » et « stériles », rageusement fécondées, drames, rêves, amour et mort... Un très beau délire poétique. (L'Imaginaire, Gallimard.)

• **Degrés.** Michel Butor.

Sur Michel Butor, nous aurons sans doute l'occasion de revenir plus longuement. Ceux qui se sont

laissés prendre à la *Modification* ou au *Passage de Milan* ne manqueront pas la réédition de ce roman, qui « décrit » un cours sur « la découverte et la conquête de l'Amérique » dans un lycée parisien. (L'Imaginaire, Gallimard.)

• **Les Enfants du froid.** Jack London.

Il s'agit du troisième re-

cueil des nouvelles inspirées à London par sa participation à la ruée vers l'or, à la fin du XIX^e siècle. « Une série d'histoires dans laquelle le lecteur prendra toujours connaissance des choses au point de vue indien, comme à travers les yeux des Indiens. »

(10/18.)

• **Voyages avec un âne à travers les Cévennes.** Stevenson.

A l'automne 1878, Stevenson parcourut les Cévennes à pied, en compagnie d'une ânesse rétive prénommée Modestine. De nuits à la belle étoile en rencontres chaleureuses, Stevenson ramène de cette marche sur les chemins des bergers celui de tous ses livres le plus cordial et le plus confiant en la vie. (10/18.)

télévision

Jazz sans tambour ni trompette



1934 : Django Reinhardt à la guitare et Stéphane Grappelli au violon. C'est l'époque du Hot Club de France. Un jazz sans tambour ni trompette. Deux solistes prestigieux qui se répondent. L'un e'entre eux a disparu. Reste Stéphane Grappelli, aujourd'hui âgé de 70 ans. Dont la magie du swing est toujours aussi jeune. (A 20 h 35 sur A2.)



- 13.00 Journal
- 14.00 Les vingt-quatre jeudis
- 18.00 A la bonne heure
- 18.25 Pour les jeunes
- 18.55 L'accusée (feuilleton)
- 19.15 Une minute pour les femmes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Eh bien raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Spécial événement : François Mitterrand
- 21.45 La filière
- 22.45 Basket
- 23.15 Allons au cinéma
- 23.45 Journal



- 14.00 Aujourd'hui madame
- 15.00 Procès au Vatican
- Film français d'André Haguët (1951)
- L'imagerie bondieusarde à son sommet saint-sulpicien.
- Aujourd'hui magazine
- 17.55 Fenêtre sur...
- Actualité des disques de musique classique.
- 18.25 Dorothee et ses amis
- 18.40 C'est la vie
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les partis politiques
- 20.00 Journal
- 20.35 Le grand échiquier
- Stéphane Grappelli
- Voir ci-dessus.
- 23.30 Journal



- 18.35 Pour la jeunesse
- 19.05 Télévision régionale
- 19.40 Tribune libre : la CGC
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Aimez-vous Brahms ?
- Un film américain d'Anatole Litvak (1961)
- Un mélodrame à la sauce Sagan que ni Yves Montand ni Ingrid Bergman n'arrivent à pimenter.



Alexandre Minkowski

« JE NE SUIS PAS UN POLITIQUE, JE TEMOIGNE »

Alexandre Minkowski, retour d'Israël, a voulu rencontrer un camarade de « Rouge ». Il voulait s'exprimer sur le Moyen-Orient, le Vietnam, la crise de l'Union de la gauche.

Pédiatre de renommée mondiale, il se définit lui-même comme un « mandarin aux pieds nus » ou encore un « intellectuel de gauche fatigué »

• Pourquoi as-tu accepté de donner une interview à « Rouge » ?

— Je me sens très proche de vous, même si, étant donné mon âge, je n'adhère-

rai pas au trotskysme. Bien que je sois gêné par le vedettariat, je reste militant de base. Mon opinion n'engage que moi mais je te préviens tout de suite que je ne suis pas un « politique », je témoigne.

« La femme palestinienne est une grande chance pour un futur régime socialiste en Palestine »

• Tu es eu la chance d'aller successivement dans les camps palestiniens du Liban puis deux fois en Israël. Qu'en as-tu retiré ?

— J'ai passé trois semaines dans les camps palestiniens en août 1977 à l'invitation du Croissant rouge. Je te parlerai d'abord du Liban puis des camps enfin de mon entrevue avec Nayef Hawatmeh. Un séjour au Liban laisse deux impressions majeures.

D'abord, le pays est occupé par la Syrie comme pouvait l'être la France par l'armée allemande. Tous les trois cent mètres, on est contrôlé par des soldats syriens qui ne ressemblent en rien aux habitants du pays. Le Liban en tant que pays n'existe plus.

Ensuite, la guerre civile est terminée physiquement, mais pas dans les esprits. Il suffirait d'un rien pour qu'elle recommence. Pour les phalangistes ou les maronites, il faut tuer tous les Palestiniens. Pour eux, comme pour les Israéliens, le Palestinien n'est qu'un abominable terroriste, on ne peut discuter avec lui, on ne peut que le supprimer ou l'ignorer. Il s'est développé une haine profonde qui empoisonne tout. Je dois reconnaître que je n'ai jamais trouvé de tels sentiments dans le camp palestinien.

La visite du camp de Tall-el-Zaatar est éprouvante. Tout est rasé, les catholiques ont littéralement « fait des cartons » sur les Palestiniens qui en sortaient. Cela restera la honte des catholiques maronites.

Quant aux camps de réfugiés palestiniens, ils sont à la fois effroyables et miraculeux. Effroyables de par les conditions de logement — 15 personnes par pièce — les Libanais ont interdit de construire du définitif même pour les égoûts qui sont à ciel ouvert. L'état sanitaire, tient, lui, du miracle (sauf la mortalité périnatale qui est très élevée). Il n'y a pas ou peu d'épidémie, l'hygiène est assez stricte grâce à une médecine de terrain et à des dispensaires efficaces.

Je crains cependant qu'Arafat ne s'éloigne de ce type de médecine qui a fait ses preuves au Vietnam et en Chine. Le corps du Croissant rouge me semble trop imprégné de l'élitisme américano-occidental et la construction de l'hôpital Akka avec ses souterrains et

puisqu'il n'a jamais voulu adhérer à une organisation politique.

Le professeur Minkowski a joué un rôle essentiel pour faire descendre la mortalité périnatale en France de 25 % il y a 10 ans à 16 % actuellement, mais il a également été au côté des Vietnamiens, des Algériens, des Chinois, des Cubains ou

Par contre, je suis extrêmement réservé devant l'entraînement militaire forcé des enfants. J'ai vu défiler les enfants de martyrs. Ils sont terrifiants. Jamais les Vietnamiens n'ont fait des choses semblables, ils ont habitude leurs enfants à se protéger, ils ont su supporter une guerre sauvage avec une civilisation admirable.

J'ai parlé deux heures avec Nayef Hawatmeh, dirigeant du FDPLP. Sa position d'alors m'a semblé modérée et progressiste. Depuis, après Tripoli, il semble bien loin de ces propos. C'est un chef politique responsable alors qu'Arafat n'est qu'une image que l'on sort à l'usage des pays arabes.

« On est très loin en Israël de la moindre concession »

• Et tes séjours en Israël ?

— J'y suis allé après le Liban, invité à un colloque sur les Palestiniens, organisé par le journal de gauche *Out*

Son plan s'étale sur vingt ans, ce qui paraît sage. Il souhaitait un accord entre Palestiniens et Israéliens. Malgré les grandes déclarations sur la destruction d'Israël, je ne crois pas une seconde que les Palestiniens avertis s'imaginent qu'on peut détruire Israël. Ils peuvent le dire pour la propagande extérieure, mais il est visible qu'ils ne le croient pas. Hawatmeh espérait qu'à terme, il y aurait un Etat laïc où Arabes et juifs pourraient vivre en paix.

Pour l'instant, il faut reconnaître les Palestiniens, l'OLP puis créer un Etat palestinien. C'était il y a six mois, maintenant il ne dit plus la même chose...

d'énormes concessions. Il ne fallait pas échanger de la bonne terre contre du vent ni accepter de chasser les colons juifs de Cisjordanie ou du Sinaï. J'en profite pour dire que sous une phra-

des Palestiniens. Compagnon de route souvent lucide donc gênant, il s'est toujours refusé à demeurer une potiche décorative et il rue dans les brancards dès qu'il ne comprend plus. Les lecteurs de « Rouge » s'apercevront vite qu'il n'est pas non plus une potiche du trotskysme...

Louis Couturier

fendre son Etat. Espérons qu'avec le temps, les Israéliens se débarrasseront de leur orgueil, de leur esprit de colonisation et de leur emprise religieuse. Actuelle-

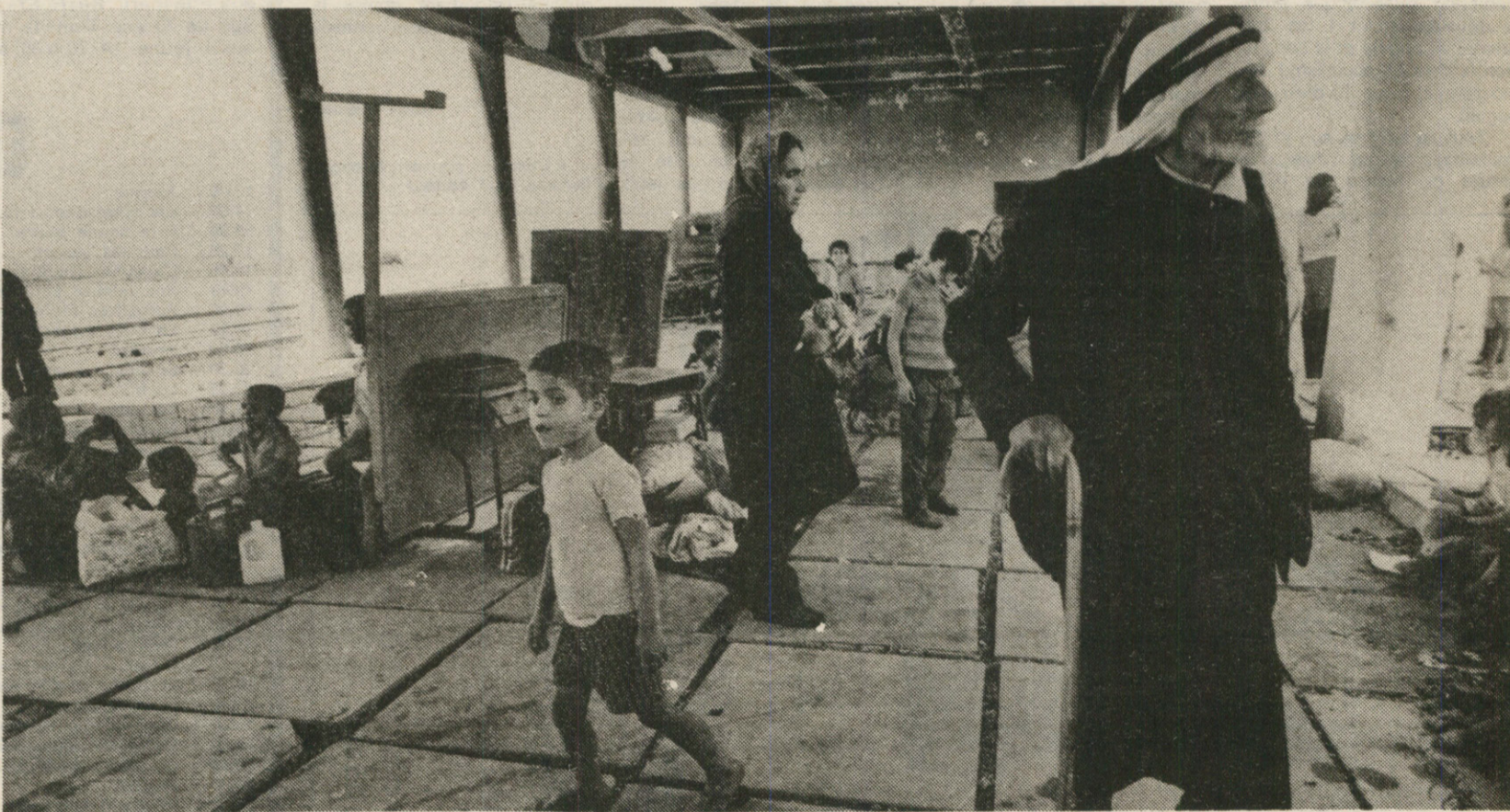
ment, c'est un vœu pieu... Je ne vois pas ce qui est possible sauf une espèce de statu quo avec l'Egypte ce qui ne réglerait pas les vrais problèmes.

« Après trente ans de révolution, les Chinois en sont encore à faire ce qu'on leur dit »

• Toi qui as été un « compagnon de route » des révolutionnaires asiatiques, comment ressens-tu ce qui se passe en Chine et dans le Sud-Est asiatique ?

— J'ai démissionné des Amitiés franco-chinoises. Si je m'éloigne de mes amis chinois aussi bien que vietnamiens, c'est pour une seule raison. Je sais maintenant que leur révolution ne donne pas naissance à un embryon de liberté. C'est dramatique. J'espère que les révolutionnaires de *Rouge*, tout en combattant le capitalisme, sauront préserver un minimum vital pour les droits de l'homme.

raison, mais surtout il veut être le plus fort même si la gauche doit en perdre les élections. Peut-être aussi ne veut-il pas du pouvoir pour des raisons qui m'échappent. Le PS savait tout cela, il a donc trompé les électeurs. Les communistes ne gouverneront vraisemblablement pas avec eux et s'ils gagnent, les socialistes auront le pouvoir sous l'égide de Giscard. Cela fera un horrible magma qui ne ressemblera à rien de ce qu'on a dit de l'Union de la gauche au pouvoir. Je ne souhaite pas que des partis de gauche aussi médiocres prennent le pouvoir en ce moment, j'en suis à préférer que la droite s'enferme,



Le camp de Tall el Zataar

cause des Palestiniens est juste.

J'ajouterai deux observations en tant que pédiatre s'intéressant de près aux femmes et aux enfants. J'ai été frappé par la situation de la femme palestinienne : elle est indiscutablement la plus émancipée du monde arabe (comme les Palestiniens sont les Arabes les plus évolués du Moyen-Orient). Elle joue le même rôle que les hommes, ce qu'a été incapable de faire l'Algérie, pays soignant socialiste où la femme est honteusement traitée par le gouvernement. C'est certainement une grande chance pour un futur régime socialiste en Palestine.

Look et par le MAPAM. Je me suis fait insulter quand j'ai montré mes photos prises dans les camps. J'ai été obligé de leur dire qu'il n'y avait pas de différence entre le terrorisme des Palestiniens et leur terrorisme « propre » où l'on mitraillait les femmes et les enfants à partir d'avions (120 personnes tuées en trois minutes au Sud-Liban, en novembre dernier).

Il y a quelques jours, je suis retourné là-bas pour inaugurer une crèche d'handicapés. Le climat peut se caractériser ainsi. Mes camarades sont tous des médecins libéraux, ils trouvent tous que Begin a fait

séologie laïque ou socialiste, ce qui domine en Israël, c'est le rabinat, les vieux juifs traditionnels et le fanatisme religieux. Ils ont toujours le dernier mot.

Les jeunes que j'ai rencontrés (étudiants, médecins) disent tous qu'il ne faut rien céder aux Palestiniens. Toujours la haine. On est très loin en Israël de la moindre concession. Begin a derrière lui 60 à 70 % de la population, ou même plus, qui admire en lui le grand homme d'Etat qui sait ce qu'il veut. Elle n'est pas prête à s'entendre avec les Palestiniens, par contre, elle accepte trois mois de service militaire par an pour dé-

Après trente ans de révolution, les Chinois en sont encore à faire ce qu'on leur dit et je crains que les Vietnamiens ne soient dans une situation identique. Le nationalisme de ces pays est dangereux en même temps que la privation de liberté.

• Et la France ?

— On espérait trouver une formule originale de socialisme préservant la liberté. Si je n'ai pas été étonné de la désunion de la gauche, je suis scandalisé par la gigantesque farce qu'on est en train de jouer aux électeurs. Le PC se bat sur les nationalisations, je ne sais pas s'il a

même si je dois te choquer. Si la gauche va à l'échec, le socialisme est fini pour des décades.

• C'est un peu la politique du pire que tu préconises. Tu ne crains pas la démolition de la classe ouvrière qui met ses espoirs dans la victoire du PC et du PS ?

— Bien sûr, j'exagère un peu, mais on ne peut avoir confiance dans les leaders de cette gauche. Au 1^{er} tour, je voterai pour les candidats de *Rouge* s'il y en a dans ma circonscription. De toute façon, nous travaillons pour les générations à venir...